**Dossier EAU**

**Indecosa CGT** - Février 2025

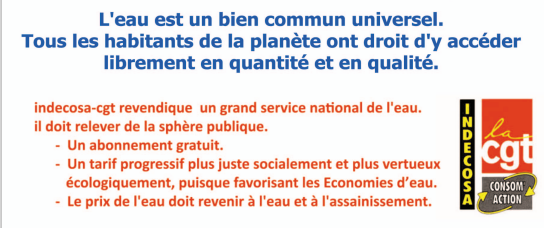


1. Introduction
2. La politique de l’eau
3. La qualité de l’eau
4. La santé et l’eau
5. Impact sur l’environnement
6. Quelle est la position d’Indecosa CGT sur l’eau ?

Annexes :

* + - * Position de la CGT sur l’eau et l’assainissement
      * Position de la Fédération des Services Publics
      * Les avis récents du CESE sur l’eau
      * La gestion de l’eau pour les activités économiques (Rapport Assemblée Nationale)
      * L’adaptation de la politique de l’eau au défi climatique (Rapport Assemblée Nationale)

Par le **collectif alimentation**



1. **Introduction au dossier EAU**

Très rares sont les planètes qui comportent de l’eau liquide. La Terre a cette chance. Suffisamment massive pour retenir son eau, sa position par rapport au soleil lui procure une température qui autorise la forme liquide de l’eau.

La vie est apparue dans l’eau, il y a environ 3 milliards d’années, sous la forme de micro-organismes unicellulaires qui furent les lointains ancêtres de tous les êtres vivants actuels.

L’eau existe sur terre sous trois phases : liquide, solide (glace), gazeuse (vapeur d’eau). La totalité de l’eau terrestre se répartit donc entre 4 grands réservoirs : l’hydrosphère (mers, océans), les eaux continentales (de surface et souterraines), l’atmosphère, la biosphère.

Chaque année, ce sont environ 400 000 km3 de l’eau des océans qui passent dans l’atmosphère sous forme de vapeur.

L’eau remplit de multiples fonctions sur terre. Liquide, elle contribue à la formation du relief. Elle a contribué à l’apparition de la vie et elle reste indispensable à son maintien. Gazeuse, elle forme écran, dans l’atmosphère et protège la biosphère du rayonnement ultraviolet solaire. De jour, la vapeur d’eau atténue l’exposition de la Terre au rayonnement solaire et, de nuit, elle atténue le rayonnement infrarouge émis par la Terre : elle contribue donc à la stabilité de la température de la planète. Cette vapeur d’eau enfin permet le transfert de chaleur entre les océans, l’atmosphère et les continents.

La quantité d’eau sur la Terre est constante depuis son apparition et sa répartition est en perpétuel mouvement. 97 % de l’eau se trouve dans les océans, sous une forme salée, pour 3 % d’eau douce (2 % dans les glaciers et 1% dans les eaux souterraines).

L’eau couvre 70% de la surface du globe terrestre, ce qui représente 1400 millions de km3, dont 39,2 millions seulement sont de l’eau douce (qui provient de la précipitation de la vapeur d’eau) soit 3% de la totalité de l’eau.

70% de cette eau douce existe sous la forme de glace, et 0,3% seulement de l’eau douce est accessible en surface (rivières, lacs). Elle est donc très inégalement répartie.

L’eau, c’est la vie. Tout être vivant sur terre a besoin d’eau pour survivre.

L’eau représente 75 % du poids du nourrisson, 65 % de celui de l’adulte et 55 % de celui des personnes âgées. L’eau joue un rôle essentiel dans leurs corps : elle irrigue les tissus (comme la peau par exemple), permet la fabrication des différentes molécules nécessaires à la vie, contribue à la digestion, l’équilibre thermique (transpiration) et l’évacuation des déchets, grâce notamment au travail des reins qui filtrent chaque jour 200 litres de sang.

L’eau tient une place particulièrement importante dans notre vie ; on la retrouve en effet dans toutes les activités qui rythment notre quotidien : cuisine, toilette, lavages divers, évacuation des déchets (WC, lavabo, évier, baignoire). Elle contribue à plus de propreté et de salubrité.

L’eau est un élément vital et indispensable à la production de denrées alimentaires. Elle permet d’assurer les moyens de subsistance de centaines de millions de petits agriculteurs et de communautés rurales dans le monde entier. Selon l’OCDE, le monde aura besoin de 60 % de nourriture en plus d’ici à 2050 pour garantir la sécurité alimentaire. Or, il faudra relever ce défi avec moins d’eau en raison des conséquences du changement climatique, de la croissance démographique, de l’urbanisation et d’une plus forte compétition pour l’accès à eau.

Soumise à des pressions multiples dont le changement climatique, l’eau douce se raréfie. Indispensable pour les écosystèmes continentaux et à la vie humaine, elle est aussi fortement mobilisée par de nombreuses activités humaines comme l’agriculture, la production d’énergie ou l’industrie.

Environ 20% des français ont reçu, en 2021 une eau du robinet non conforme en raison de la présence de pesticides issue de l’agriculture. Il n’y a déjà quasiment plus d’eau en surface exempte de pollution. Aujourd’hui, cette pollution atteint la chaîne du vivant et tout cela au détriment de la santé de la population.

L’eau qui ne devrait pas être une marchandise est devenue « l’or bleu » aux mains des multinationales de l’agroalimentaire et de l’industrie. En 2010, l'ONU préconisait de reconnaître que " *Le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit fondamental, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'homme*".

Des luttes sont à poursuivre pour que l’eau devienne un bien commun. Il s’agit de refuser la marchandisation de l’eau et d’aller vers un partage équitable de la ressource dans le monde en luttant pour élever l’eau au statut de bien commun de l’humanité.

Indecosa-Cgt revendique l’accès commun à l’eau potable qui implique une égalité des usagers via un service public, avec des garanties de continuité, d’accessibilité, de tarif et de qualité de service.

***Chapitre réalisé par Gérard Casolari - Indecosa 83***

1. **La politique de l’eau**

**I - Vers un développement durable**

Trois lois fondent la politique française de l’eau. La loi de 1992 confirme une gestion solidaire de l’eau dans son cadre naturel, le bassin hydrographique, avec la création des comités de bassin où sont représentés tous les acteurs. Cette loi affirme l’eau comme patrimoine commun de la Nation.

Elle institue un principe de gestion équilibrée de la ressource visant à assurer la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, la restauration et la régénération de la ressource, les usages économiques de l’eau et la protection contre les inondations.

Une nouvelle loi sur l’eau et les milieux aquatiques a été adoptée le 30 décembre 2006. Ce texte dote la France des outils qui lui permettront de répondre aux exigences européennes et ainsi d’atteindre en 2015 le bon état des eaux et des milieux aquatiques. Il instaure pour chaque personne physique un droit d’accès à l’eau potable dans des conditions économiquement acceptables et apporte une plus grande transparence au fonctionnement du service public de l’eau et de l’assainissement. Ce texte crée également un cadre prenant en compte les adaptations nécessaires au changement climatique.

Le district hydrographique, pierre angulaire de la politique de l’eau : La France se compose de 8 districts hydrographiques en métropole et 5 en outre-mer.

Dans ces districts, les comités de bassin adoptent chacun le schéma directeur d’aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) qui fixe les orientations générales, les objectifs et les dispositions à mettre en œuvre. Les dispositions administratives dans le domaine de l’eau et les documents d’urbanisme ne peuvent aller à l’encontre des dispositions contenues dans le SDAGE.

**II - Les agences de l’eau**

Les agences de l’eau sont les organes exécutifs de la politique de l’eau dans les bassins. Elles agissent dans chaque district pour concilier la gestion de l’eau avec le développement économique et le respect de l’environnement. Elles font des analyses chimiques sur les prélèvements réalisés par une équipe des services « eau » de la Diren (exemple de l’Île-de-France) pour recueillir des données de qualité et de débit dans le cadre d’une étude de bassin versant.

Etablissements publics de l’État, elles élaborent un programme d’interventions approuvé par le Gouvernement après avis du comité de bassin. Ce programme définit les taux de redevances environnementales sur les prélèvements d’eau et les rejets polluants. Perçues par l’agence, ces redevances lui permettent de financer les actions de restauration de la ressource en eau et des milieux aquatiques, arrêtées par les décideurs locaux, maîtres d’ouvrage, ainsi que les réseaux de surveillance de la qualité des eaux. Le programme d’intervention contribue ainsi à la mise en œuvre des dispositions du schéma directeur.

**III - La responsabilité publique locale des services d’eau et d’assainissement**

La loi NOTre (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) qui a été promulguée le 7 août 2015 vise à renforcer les compétences des régions et à redéfinir les compétences attribuées à chaque collectivité territoriale. Dans ce but des EPCI (Établissements Public de Coopération Intercommunale) ont été créées. Ce sont des structures intercommunales qui regroupent plusieurs communes afin de mutualiser leurs ressources et compétences pour mener à bien des projets communs. Ils peuvent être de différents types, tels que les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les communautés urbaines et les métropoles.

Les EPCI ont pour objectif de favoriser la coopération intercommunale, d’optimiser les ressources, de renforcer la solidarité territoriale.

La loi NOTRe prévoit que le transfert des compétences « eau et assainissement » vers les communautés de communes et les communautés d’agglomération, est obligatoire à compter du 1er janvier 2020.

Le choix du mode de gestion, directe ou déléguée à une entreprise publique ou privée (d’où l’intérêt de siéger dans les CCSPL) leur revient entièrement. Ce choix est toujours réversible. Les communes ou leurs groupements assurent le contrôle et l’évaluation des performances de leurs services d’eau et d’assainissement ainsi que la participation effective de toutes les parties prenantes aux décisions liées à l’organisation et à la mise en œuvre de ces services.

En France, on compte environ 29 000 services des eaux : 12 300 pour la distribution de l’eau potable et 16 700 pour l’assainissement.

La distribution de l’eau potable est majoritairement assurée en gestion déléguée : 39 % des services d’eau potable représentent 72 % des usagers desservis en 2007. L’assainissement collectif est également de plus en plus souvent confié à des opérateurs privés : 24 % des services d’assainissement représentent 55 % des usagers en 2007 également.

Tout en respectant la compétence décentralisée des communes et de leurs groupements, l’État fixe des règles d’administration de ces services et des objectifs sanitaires et environnementaux à atteindre. Il suit et évalue les performances de ces services. Il établit et fait respecter des seuils de qualité de l’eau fournie aux usagers et des eaux usées traitées et rejetées dans les écosystèmes.

**IV - La participation de tous les acteurs, clé de voûte du dispositif**

La politique française de l’eau est fondée sur la concertation et la participation des acteurs concernés que sont les élus des communes et leurs groupements, les usagers de l’eau, les industriels, les agriculteurs et les associations de protection de l’environnement et de défense des consommateurs (notamment au travers de nos mandats dans les CCSPL).

Le **Comité national de l’eau** rassemble élus, usagers, associations, présidents des comités de bassin et État (164 membres titulaires ou suppléants). Il constitue l’instance des débats d’orientation, préalables à la définition de la politique publique de l’eau au plan national.

Conformément à la directive cadre européenne sur l’eau (DCE), et dans un objectif de transparence, la France a organisé une consultation du public, de mai à octobre 2008 en métropole et de décembre 2008 à juin 2009 dans les DOM, pour recueillir l’avis des citoyens sur les **schémas directeurs d’aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)**. 28 millions de questionnaires ont été envoyés. En 2005, une première consultation avait eu lieu pour identifier les principales questions qui se posaient en matière de gestion de l’eau.

Les **comités de bassin** réunissent des élus régionaux, départementaux et municipaux, des représentants des usagers, des associations et de l’État, ces derniers étant minoritaires. Ils permettent le débat et la concertation entre les acteurs de l’eau au niveau des bassins. Cette gestion concertée par bassin versant se retrouve au sein des agences de l’eau (dont les administrateurs sont désignés par le comité de bassin et par l’État) et dans les commissions locales de l’eau qui réunissent élus locaux, usagers, associations et État afin d’élaborer un SAGE.

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, conception

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

Rectification dans la partie CLE : 25% Etat, 50% collectivités locales, 25% usagers.

**Schéma paru dans le IN Magazine N° 167 de mai-juin 2016**

Au plan local, dans les communes de plus de 10 000 habitants et dans leurs groupements de plus de 50 000 habitants, la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) rassemblant des représentants des usagers, examine le rapport annuel du maire ou du président du syndicat intercommunal sur le prix et la qualité du service de l’eau et de l’assainissement ainsi que le rapport d’activité présenté par le gestionnaire.

**V - Consultation publique sur la gestion de l'eau nationale en 2024**

À partir du 25 novembre 2024, une consultation publique est organisée pour discuter des enjeux de la gestion de l'eau et des risques d'inondation en France. Cette consultation, qui durera jusqu'au 25 mai 2025, est une initiative des Comités de bassin et des préfets coordonnateurs, en application du code de l'environnement.

L'objectif de cette consultation est de recueillir les avis du public sur les questions importantes qui se posent pour les années 2028-2033, notamment sur les futurs schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI). Les avis recueillis seront analysés et serviront à orienter les actions futures pour garantir une gestion durable de l'eau et une meilleure prévention des risques d'inondation.

Les documents soumis à consultation seront accessibles en ligne et dans les locaux des agences de l'eau en France. Cette démarche permet au grand public de participer activement à la définition des politiques publiques en matière de gestion de l'eau et de prévention des inondations.

Participer à cette consultation est une occasion unique de s'exprimer et de contribuer à la préservation de notre environnement pour les générations futures.

Une image contenant texte, carte, atlas

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

**VI - L’eau paie l’eau**

L’approvisionnement en eau potable et l’assainissement ont un prix : il faut acheminer l’eau, la traiter, la distribuer et garantir sa qualité. Par leur facture d’eau, les usagers supportent l’essentiel des dépenses des communes et de leurs groupements liés aux investissements et au fonctionnement des équipements nécessaires.

Dans les années 1950-1960, les investissements ont souvent été aidés par l’État. En ce qui concerne les agences de l’eau, le principe de la mesure financière est « pollueur utilisateur payeur » : les redevances « prélèvement » et « pollution » sont proportionnelles aux quantités d’eau prélevées et aux pollutions rejetées. Collectées par les agences, ces redevances sont redistribuées sous forme d’aides aux décideurs locaux, maîtres d’ouvrage : communes ou groupements de communes, industriels et agriculteurs pour le financement des actions qu’ils décident de mettre en œuvre pour lutter contre la pollution et gérer la ressource en eau et les milieux aquatiques.

Différentes dispositions législatives demandent aux communes ou à leurs groupements d’assurer l’accès aux services d’eau et d’assainissement des personnes et des familles en situation de précarité, ayant des difficultés à payer leur facture (droit effectif à l’eau et à l’assainissement). Selon leurs circonstances particulières, les communes trouvent des solutions solidaires de partage des coûts des services entre tous grâce à la mutualisation des moyens, à des tarifications équitables et à des redevances de solidarité.

**VII - Les acteurs de l’eau**

En ce qui concerne l’État, à l’échelon ministériel, le ministère de l’Écologie, de l’Énergie, du Développement durable et de l’Aménagement du territoire programme les interventions en liaison avec les autres ministères compétents pour des secteurs particuliers (eau potable et santé, énergie hydraulique, voies navigables…). Une coordination est assurée par la Mission interministérielle de l’eau.

L’Office national de l’eau et des milieu aquatiques **(Onema)** est chargé des études et recherches de portée générale et de l’évaluation. Il apporte un appui technique aux services centraux et déconcentrés de l’État ainsi qu’aux agences de l’eau.

À **l’échelon du bassin hydrographique**, le préfet de bassin coordonne les actions des différents services de l’État dans le domaine de l’eau.

À **l’échelon régional** (26 régions), la direction régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement (**DREAL**), service déconcentré du ministère de l’Écologie, de l’Énergie, du Développement durable et de l’Aménagement du territoire assure la cohérence de la mise en œuvre de la politique de l’eau. Dans chaque bassin hydrographique, la DREAL de bassin aide le préfet de bassin à coordonner les actions des services de l’État.

À l’échelon départemental (100 départements), les directions départementales de l’équipement et de l’agriculture (**DDEA**) mettent en œuvre la politique de l’eau sous ses aspects réglementaire et technique. L’attribution d’autorisations de prélèvement ou de rejet est de la prérogative de l’État. Les demandes d’autorisation sont instruites par le service départemental de police de l’eau.

À l’échelon local, **les maires** des 36 000 communes sont responsables du service d’eau potable et d’assainissement et mettent en place une gouvernance efficace et transparente de ces services. Les industriels et les agriculteurs constituent les autres catégories de décideurs locaux, maîtres d’ouvrage.

**VIII - La politique publique de l’eau en France**

Les autres acteurs sont les entreprises du domaine de l’eau qui ont développé une expertise et des savoir-faire, les organismes de recherche qui sont des lieux de capitalisation, de partage et d’échange de connaissances entre professionnels confirmés et enfin les associations (protection de l’environnement, défense des consommateurs, pêcheurs) qui font progresser la réflexion dans le domaine de l’eau. Les réseaux de connaissance et de diffusion de l’information : des outils de suivi et d’aide à la décision Au niveau national, le système d’information sur l’eau est basé sur des réseaux de données (pluviométrie, hydrométrie, piézométrie, qualité des eaux…), des banques de données (Pluvio, Hydro, Ades…) et des logiciels de traitement de données et de diffusion de l’information. Ce système est géré par l’Office national de l’eau et des milieux aquatiques (Onema). À l’échelle des bassins, un schéma directeur des données sur l’eau existe également.

**IX - La gestion du risque « inondations »**

L’aménagement durable du territoire impose de consacrer une attention particulière aux risques naturels. Une réforme organisationnelle a été amorcée en 2002 par : la création d’un service technique central d’appui : le Service central d’hydre-météorologie et d’appui à la prévision des inondations (**Schapi**) ; la création de 22 services de prévision des crues (**SPC**) sous l’autorité du préfet coordonnateur de bassin. Ses objectifs sont une meilleure anticipation des phénomènes et une meilleure information en continu.

La loi « risques », votée en 2003, a permis d’importantes avancées pour la prévention des inondations :   
- informer, prévenir, développer la conscience du risque ;   
- développer de nouveaux outils de prévention ;   
- faciliter les travaux des collectivités ;   
- réduire la vulnérabilité des zones inondables et réparer les dommages.

Depuis juillet 2006, la diffusion de cartes de vigilance auprès des médias permet de faciliter la compréhension de ces informations.

***Véronique Bourgeois - Indecosa 12***

**3. La qualité de l’eau**

**L’eau est pure tant qu’aucun polluant ne la dégrade. Et si l’origine de la pollution peut être naturelle, elle résulte en grande partie de l’activité humaine**. C’est une menace qui affecte les rivières, les lacs, les océans et les eaux souterraines du monde entier.

En France, **la qualité de l'eau est réglementée par des normes strictes et son contrôle repose sur une surveillance régulière**, autant pour l’eau potable que l’eau de baignade. La population bénéficie globalement, selon l’Agence Régionale de Santé (ARS), d’une eau conforme aux normes sanitaires. Toutefois, des disparités existent selon les régions. Par exemple, dans certaines zones rurales ou montagneuses, des problèmes de qualité peuvent être observés, notamment en raison de la contamination par les nitrates ou la présence de métaux lourds. En 2016, devant la situation très critique de certains territoires d’outremer en termes d’eau et assainissement, un plan ministériel sur dix ans a été mis en place. Les problèmes constatés étaient :

* Non-conformité de nombreuses stations d’épuration et installations d’assainissement non-collectif ;
* Rejets directs d’eaux usées dans les milieux aquatiques ;
* Mauvais état des réseaux et du service rendu aux habitants, avec des conséquences sanitaires, économiques, écologiques et sociales. Une situation toujours préoccupante, car ces territoires sont particulièrement fragiles face aux conséquences du changement climatique.

Les enjeux liés à la qualité de l’eau sont importants, en raison de la longue liste d’éléments qui peuvent l’affecter : bactéries, virus, parasites ou champignons, résidus médicamenteux, nitrates, phosphates, pesticides, ions métalliques et autres métaux lourds. Les déchets aquatiques s’y ajoutent, lorsque l’humain jette un déchet dans la mer ou les rivières. **Les différentes causes de la pollution** mettent en lumière les facteurs qui dégradent la qualité de l’eau :

➢ **Les rejets industriels**, qui polluent les eaux de surface et souterraines, pouvant entraîner une augmentation de la teneur en minéraux et modifier le PH de l’eau. Certains sites industriels sont responsables, de par leur activité, de la contamination par métaux lourds comme le plomb, le cadmium ou le mercure.

➢ **Les nitrates**, provenant de l’utilisation excessive d’engrais par les agriculteurs, sont l’une des principales préoccupations. Ils peuvent se retrouver dans les nappes phréatiques, et donc affecter la qualité de l’eau potable, particulièrement dans les zones agricoles. Il en est de même pour les pesticides et phytosanitaires, bien que la réglementation ait évolué pour limiter l’usage de certains produits. Cependant, leur présence demeure un enjeu sanitaire.

➢ **La pollution plastique**. La méfiance des gens face à l’eau du robinet peut les inciter à acheter des bouteilles d’eau en plastique. Malheureusement, un grand pourcentage des eaux testées contiennent des microplastiques. Il est avéré que ceux-ci sont mauvais pour la santé.

➢ **Le développement urbain**. Il contribue, avec le ruissellement des villes, à la pollution de l’eau. Si l’eau de pluie, en milieu naturel, est absorbée par la terre et nourrit les plantes en plus de recharger la nappe phréatique d’où nous puisons notre eau potable, il n’en est pas de même en milieu urbain.

En milieu urbain, une grande proportion des sols naturels sont artificialisés : sols bétonnés, asphaltés, toitures de bardeau ou de tôle, etc. L'eau qui y tombe n'est donc pas absorbée. De plus, comme il existe peu d'obstacles à son déplacement, elle prend de la vitesse, décroche et emporte de petits morceaux de sols, poussières, contaminants divers et autres. Ce décrochement du sol s'appelle l'érosion. Plus l'eau coule rapidement, plus l'érosion sera forte. Comme l'eau coule toujours vers le point le plus bas, elle se retrouvera, avec tout ce qu'elle contient, dans le cours d'eau le plus près.

L’eau, c’est l’affaire et la responsabilité de tous. Pour en préserver et améliorer la qualité, le conseil économique, social et environnemental insistait, en décembre 2024, sur l’importance de se doter de la meilleure technologie pour mesurer les polluants néfastes à la santé lors des contrôles effectués sur l’eau du robinet.

En parallèle, plusieurs stratégies pourraient être mises en place pour réduire la source de pollution : réglementation plus stricte pour les déchets industriels, pratiques agricoles vertes et durables, efforts mondiaux pour réduire l’utilisation du plastique, repenser le processus industriel d’embouteillage.

En France la majorité de la population bénéficie d’une eau de bonne qualité. Cependant, des défis subsistent. La sensibilisation de la population aux menaces qui pèsent sur ce bien commun planétaire est urgente.

***GIBET Christine - ANTIER Catherine - Indecosa 35***

## **4. Eau et Santé**

## **Sommaire**

1. **Quelle eau consommer ?**
2. **Pourquoi faut-il boire de l’eau**
3. **Quand l’eau peut-elle présenter un danger ?**

----------------------------------

## **Introduction : L’eau élément essentiel à la vie**

L’eau est un élément central du corps humain, puisqu’elle en est le principal constituant. La quantité d’eau dans le corps humain varie d’une personne à l’autre selon plusieurs facteurs (corpulence, âge et sexe notamment) et représente environ 60 % du poids d’un individu.

L’eau est indispensable à l’équilibre de l’organisme. Pour compenser les pertes en eau (via l’urine, la transpiration…), nous nous hydratons à travers l’eau que nous buvons et les aliments que nous mangeons. Pour boire et satisfaire ses besoins d’hygiène, chaque personne a besoin, chaque jour de 20 à 50 litres d’eau.  
Si l’eau douce est vitale pour la santé, elle l’est également pour les écosystèmes qui nous fournissent notre alimentation. Le maintien de sa qualité est donc essentiel. Or, l’eau peut être source de risques si elle n’est pas de qualité suffisante ou si certains éléments susceptibles de transmettre des maladies s’y développent.

1. **Quelle eau consommer ?**

* **En bouteille**

Force est de constater que les eaux en bouteille doivent faire de plus en plus de publicité pour maintenir leurs parts de marché. La baisse du pouvoir d'achat et la crise économique y ont été pour beaucoup, mais les eaux en bouteille doivent compter avec un nouvel ennemi, la prise de conscience de leur impact environnemental. Nul n'ignore plus que le transport par camion émet des gaz à effet de serre et que le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas. Or, quand il s'agit d'eau, il suffit de passer à celle du robinet pour éviter les déchets plastiques, rien de plus simple. Il existe deux grandes catégories d'eaux en bouteille : les eaux minérales et les eaux de source. Elles sont d'origine souterraine, comme d'ailleurs les deux tiers de l'eau du robinet distribuée en France.

- **Une** eau minérale **répond à une réglementation européenne stricte**.

Elle provient d’une source souterraine, est microbiologiquement saine et ne doit pas subir de traitement de désinfection. Sa composition en minéraux est stable et correspond à une source précisément identifiée. Six classes d’eaux minérales principales sont distinguées : les eaux sulfurées, les eaux sulfatées, les eaux chlorurées, les eaux bicarbonatées, les eaux chlorobicarbonatées et les eaux oligominérales.

Les eaux minérales présentent une forte particularité, elles ne répondent pas à la même réglementation que l'eau du robinet. Certaines seraient refusées en réseau public de distribution, car elles ne sont pas conformes. Elles sont soumises à des normes spécifiques et peuvent atteindre des teneurs qui ne sont pas tolérées pour l'eau potable. Concernant le fluor, par exemple, la limite est fixée à 1,5 mg/l pour l'eau potable, les eaux minérales peuvent en revanche en contenir jusqu'à 5 mg/l. La composition d'une eau minérale doit rester stable dans le temps, et, comparées à l'eau du robinet, les eaux minérales ont droit à peu de traitements. On peut intervenir sur le fer, le manganèse, le fluor, mais on ne fait aucun traitement de désinfection. Les différences entre les marques tiennent aux écarts de minéralisation, c'est-à-dire aux teneurs en calcium, magnésium, fluor, sulfates, sodium... Certaines eaux très minéralisées ne conviennent pas forcément à un usage quotidien ; mieux vaut en vérifier la composition, obligatoirement indiquée sur l'étiquette.

- **Eaux de source**

Contrairement aux eaux minérales, les eaux de source sont soumises à la même réglementation que l'eau du robinet, c'est-à-dire qu'elles doivent remplir tous les critères de potabilité. En revanche, comme les eaux minérales, les eaux de source ne doivent pas subir de traitements de désinfection. Leur composition peut varier dans le temps. Quand on prend l'habitude d'acheter une eau de source pour sa composition, il importe donc de vérifier son étiquette de temps à autre. D'un nom à l'autre et même d'une bouteille à l'autre, la teneur en minéraux d'une eau de source peut également varier sensiblement. Une même appellation d'eau de source peut en effet venir de plusieurs sources implantées dans différentes régions, et sa composition change évidemment en fonction de l'origine. Mais, en magasin, les bouteilles portent le même nom, il faut donc vérifier celui de la source et détailler l'étiquette pour repérer les différences.

* **L’eau des carafes filtrantes**

Le marché de l'eau en bouteille est en recul, alors que l'eau du robinet suscite toujours de la méfiance. Il y avait donc une place à prendre, et ce sont les carafes filtrantes qui l'occupent, Brita en tête. De 200 000 appareils vendus en 2000, le numéro un du secteur est passé à 1 250 000 carafes écoulées 10 ans plus tard. Ce succès des carafes filtrantes se justifie-t-il ? Pour se prononcer en toute objectivité, *Que Choisir* a réalisé il y a quelques années deux tests en laboratoire. Le premier portait sur des carafes neuves achetées en magasin, le second sur l'eau du robinet et l'eau filtrée de 31 familles volontaires habitant différentes régions. Si les carafes neuves répondent en partie à leurs promesses, même si elles présentent quelques faiblesses, au domicile des utilisateurs de carafes qui ont fait tester leur eau, c'est en revanche catastrophique. Sur les 31 analyses, il n'y en a pas une pour sauver la mise à la filtration de l'eau ! Alors que la plupart de ces logements reçoivent une eau du robinet potable, l'eau filtrée est dégradée.

* **L’eau du robinet**

L'eau du robinet suscite de la méfiance bien qu'elle soit très contrôlée. Sauf cas particuliers peu fréquents, c'est une eau potable, c'est-à-dire conforme aux exigences sanitaires définies par décret. Cinquante-quatre paramètres différents font l'objet d'une surveillance et sont régulièrement contrôlés. Ce sont les pôles Santé et Environnement des ARS, les Agences Régionales de Santé, qui en sont chargés. Localement, les services responsables des usines de traitement pour la potabilisation et des réseaux de distribution font également leur propre suivi. Il est quasi permanent sur les grands réseaux qui alimentent de grandes villes ou les communautés de communes, moins fréquent sur les petits réseaux qu'on peut trouver en zone rurale. Depuis 1990, les stations de traitement se sont multipliées, les captages d'eau potable pollués par les nitrates et/ou les pesticides sont régulièrement abandonnés. Si les rivières et les nappes souterraines sont toujours très contaminées, la pollution de l'eau du robinet par les nitrates devient rare, et les dépassements de normes sur les pesticides peu fréquents. Concernant le plomb au robinet, un problème soulevé en 1999 par *Que Choisir*, la réglementation s'est durcie. La limite réglementaire a d'abord été abaissée de 50 à 25 µg/l (microgrammes par litre) pour l'eau potable, et les branchements publics en plomb ont été remplacés. Depuis le 25 décembre 2013, la limite réglementaire du plomb dans l’eau potable est même fixée à 10 µg/l, ce qui correspond à la valeur guide recommandée par l’OMS, l’Organisation Mondiale de la Santé. Le problème peut encore concerner des immeubles anciens, quand des conduites intérieures en plomb desservent des cuisines. En cas de doute, il faut éviter de consommer le premier jet du matin. C'est en effet quand l'eau stagne dans les canalisations qu'elle peut se charger en plomb, il faut donc la laisser couler quelques instants avant la première utilisation de la journée. Sauf cas particuliers, l'eau du robinet est donc potable et de qualité.

* **L’eau à quel prix ?**

Le prix du litre moyen des différentes eaux de boisson est éminemment variable. La grande gagnante, c'est l'eau du robinet, à 0,003 € le litre en moyenne, ne soit même pas 2 € par an pour une consommation de 1,5 litre d’eau du robinet par jour. Quand on utilise une carafe filtrante, le prix du litre est en moyenne multiplié par 20, et il explose dès qu'on passe aux eaux en bouteilles : 0,20 € le litre pour l'eau de source, 0,40 € le litre pour l'eau minérale, soit de 110 à 220 € par an, des montants auxquels il faut ajouter le coût d’élimination des bouteilles en plastique, contre seulement 2 € pour l’'eau du robinet.

* **Carte de la qualité de l’eau -** [**Découvrez la qualité de l’eau du robinet de votre commune**](https://www.quechoisir.org/carte-interactive-qualite-eau-n21241/)

[**https://sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/eau**](https://sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/eau)

* **Evolution des sources utilisées pour l’eau potable**

Le rythme de progression historique doit être multiplié par deux pour parvenir à une couverture mondiale des services d’eau potable de base d’ici à 2030, et par six pour parvenir à des services universels gérés en toute sécurité. Les changements climatiques, la raréfaction de l’eau, la croissance de la population, les évolutions démographiques et l’urbanisation posent déjà des problèmes aux systèmes d’approvisionnement en eau. Plus de deux milliards de personnes vivent dans des pays en situation de stress hydrique, phénomène que les changements climatiques et la croissance démographique devraient exacerber dans certaines régions. Le recyclage des eaux usées, pour récupérer des nutriments ou de l’énergie, devient une stratégie importante. L’utilisation des eaux usées et des boues est répandue dans le monde entier, mais elle se pratique souvent de manière informelle et/ou sans traitement suffisant ni autres contrôles pour assurer la protection de la santé humaine et de l’environnement. Si elle s’effectue dans des conditions appropriées, l’utilisation sûre des eaux usées et des boues peut présenter de multiples avantages, notamment accroître la production alimentaire, renforcer la résilience face aux pénuries d’eau et de nutriments, et rendre l’économie circulaire.

Les sources utilisées pour l’eau potable et l’irrigation continueront d’évoluer et dépendront de plus en plus des eaux souterraines et de nouvelles sources d’approvisionnement, dont les eaux usées. Les changements climatiques entraîneront de plus grandes fluctuations dans la collecte des eaux pluviales. Il faudra améliorer la gestion de l’ensemble des ressources hydriques pour garantir la quantité et la qualité de l’approvisionnement.

1. **Pourquoi faut-il boire de l’eau ?**

Pour assurer le bon fonctionnement physiologique du corps : à question simple, réponse simple : pour survivre. Si l’eau représente une part si importante de notre corps c’est pour assurer le bon fonctionnement de nos organes.

**L’eau permet de maintenir le volume de sang dans le corps**

Le sang permet de véhiculer l’oxygène nécessaire aux muscles et au cerveau pour absorber les nutriments et produire l’énergie dont ils ont besoin pour fonctionner.  
Les cellules et les organes absorbent de l’oxygène par l’intermédiaire du sang et rejettent du CO2 par l’expiration. C’est pourquoi il est essentiel de maintenir un volume de sang suffisant pour transporter l’oxygène nécessaire à l’organisme. Et comme le sang se compose de plasma à 55 %, et que le plasma se compose lui-même de 90 % d’eau, l’eau représente près de 50 % de notre sang.

**L’eau permet de maintenir le niveau de salive**

La salive, composée à 90 % d’eau, permet de faciliter l’absorption, le transport et la digestion des aliments ingérés. En transformant les aliments grâce à la mastication, la salive favorise l’absorption des nutriments en vue de leur digestion. C’est pourquoi il est important de conserver un volume suffisant de salive dans la bouche pour lui permettre d’assurer cette fonction.

**L’eau permet de réguler la température du corps**

La température corporelle normale du corps se situe entre 36,1 °C et 37,8 °C. Au-delà, l’organisme met en place un système de régulation thermique par l’intermédiaire de la transpiration. La fièvre, l’exercice physique, l’exposition à la chaleur ou au soleil font naturellement monter la température du corps et la transpiration permet de le rafraîchir et de ramener la température à un seuil normal. Mais pour compenser les pertes d’eau liées à l’évaporation, il est nécessaire de s’hydrater régulièrement. L’eau permet l’élimination des déchets par l’urine : L’urine contient 95 % d’eau. Sa fonction ? Elle permet, par l’intermédiaire des reins, d’éliminer les déchets métaboliques et toxiques de l’organisme (résidus médicamenteux, aliments non absorbés…), tout en conservant les sels minéraux essentiels à notre santé. Aussi, pour assurer le bon fonctionnement de notre système rénal, il est essentiel de boire suffisamment de manière à renouveler régulièrement l’urine contenue dans notre corps. L’eau permet de garder une belle peau : la qualité de la peau n’a pas d’incidence directe sur notre survie, mais cette barrière protectrice ne doit pas pour autant être négligée, car une peau mal soignée résiste moins aux agressions extérieures, se dessèche et vieillit plus vite. La peau est tout de même l’organe le plus volumineux de notre corps et il se compose d’eau à plus de 80 %. S’hydrater régulièrement favorise le renouvellement cellulaire, rend la peau souple et douce et renforce son pouvoir protecteur.

* **L’eau source de bienfaits**

L’eau peut être source de bienfaits pour la santé, et faire l’objet d’un usage thérapeutique en ce qui concerne les eaux minérales et les eaux thermales.  
Une eau minérale répond à une réglementation européenne stricte. Elle provient d’une source souterraine, est microbiologiquement saine et ne doit pas subir de traitement de désinfection. Sa composition en minéraux est stable et correspond à une source précisément identifiée. Par les propriétés positives des eaux minérales pour la santé sont reconnues par l’Académie de Médecine : par exemple, les eaux sulfatées ont un effet stimulant sur la digestion.

Une eau thermale est une eau prélevée directement à sa source. Elle a des propriétés et des vertus différentes selon sa composition chimique (oligo-éléments, minéraux, etc.). Le thermalisme utilise les eaux thermales pour soigner certaines maladies chroniques ou dégénératives comme les rhumatismes, les affections psychosomatiques, les troubles de l’appareil digestif, etc.

Eaux, bien-être et santé se conjuguent également avec sport. En effet, de nombreuses pratiques sportives dépendent de la qualité de l’eau et ont un aspect positif sur la santé. La baignade est en France l’activité récréative la plus répandue, qu’elle se pratique en piscine, en site naturel ou en site artificiel (lac, étang, etc.). La qualité de ses eaux de baignade est contrôlée pour réduire les risques microbiologiques et chimiques.

1. **Quand l’eau peut-elle présenter des dangers ?**

* **Problèmes liés au manque d’eau**

Une consommation insuffisante d’eau entraîne une déshydratation. Une perte d’eau de 1 % à 2 % du poids corporel signifie que l’organisme est déjà déshydraté.  
Certains signes comme des urines foncées, la bouche et la gorge sèches, des vertiges, de la fatigue ou encore une peau sèche peuvent vous alerter sur une possible déshydratation.  
Et si la perte d’eau atteint 15 % à 20 % du poids corporel, la déshydratation est alors jugée préoccupante et présente de graves risques pour la santé. C’est pourquoi il est essentiel de surveiller les nourrissons en cas de diarrhées et de les hydrater très régulièrement. Les personnes âgées sont également sujettes à la déshydratation car elles ressentent moins la soif que les adultes.

* **Transmission de maladies, infections**

En 2022, au moins 1,7 milliard de personnes dans le monde utilisaient une source d’eau potable contaminée par des matières fécales. La contamination microbienne de l’eau potable due à des matières fécales constitue le plus grand risque pour la salubrité de l’eau potable.

L’eau contaminée et le manque d’assainissement entraînent la transmission de maladies comme le choléra, la diarrhée, la dysenterie, l’hépatite A, la fièvre typhoïde et la poliomyélite. On estime qu’elle entraîne chaque année 505 000 décès consécutifs à des maladies diarrhéiques.

L’absence de services d’alimentation en eau et d’assainissement, ou leur insuffisance ou mauvaise gestion, expose les personnes concernées à des risques sanitaires évitables. C’est particulièrement vrai dans les établissements de santé où les patients et le personnel courent un risque supplémentaire d’infection et de maladie lorsqu’il n’y a pas de services d’alimentation en eau, d’assainissement et d’hygiène.

Sept patients sur 100 dans les pays à revenu élevé et 15 patients sur 100 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire contractent au moins une infection nosocomiale pendant leur séjour à l’hôpital.

La disponibilité d’eau salubre en quantité suffisante facilite l’hygiène, essentielle pour prévenir non seulement les maladies diarrhéiques mais aussi les infections respiratoires aiguës et de nombreuses maladies tropicales négligées.

* **Risque de contamination chimique**

La mauvaise gestion des eaux usées urbaines, industrielles et agricoles implique pour des centaines de millions de personnes une contamination dangereuse ou une pollution chimique de l’eau potable. La présence d’arsenic, de fluorure ou de nitrate dans l’eau potable est le risque chimique le plus important, mais les nouveaux contaminants tels que les produits pharmaceutiques, les pesticides, les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) et les microplastiques inquiètent le grand public.

* **Éloignement des points d’accès à l’eau**

Lorsque l’eau provient de sources d’eau améliorées et plus accessibles, les gens passent moins de temps et consacrent moins d’efforts à la collecter, ce qui libère leur productivité pour d’autres choses. Il peut aussi en résulter une plus grande sécurité personnelle et une réduction des troubles musculo-squelettiques, puisque cela évite les déplacements longs et risqués pour aller chercher de l’eau et la transporter. L’amélioration des points d’eau implique en outre une baisse des dépenses de santé, car la probabilité de tomber malade et de devoir assumer des frais de santé diminue ; il est alors plus facile de maintenir la productivité économique.

Les enfants étant particulièrement exposés aux risques de maladies d’origine hydrique, l’accès à des sources d’eau améliorées peut leur permettre de vivre en meilleure santé et ainsi améliorer leur fréquentation scolaire, ce qui aura des conséquences positives à long terme sur leur vie.

**4. Les effets du changement climatique sur l’accès à l’eau**

Les changements climatiques ont des répercussions complexes sur l’eau dans le monde. Ils aggravent à la fois la pénurie d’eau et les risques liés à l’eau (tels que les inondations et les sécheresses), car la hausse des températures perturbe le régime des précipitations et l’ensemble du cycle de l’eau. Qu’il s’agisse de l’imprévisibilité des précipitations, du rétrécissement des calottes glaciaires, de l’élévation du niveau de la mer, des inondations ou des sécheresses, la plupart des conséquences des changements climatiques sont liées à l’eau.

* **Multiplications des catastrophes et leurs effets sur l’homme**

Aujourd’hui près de la moitié de la population mondiale connaît de graves pénuries  
d’eau pendant au moins une partie de l’année. Une situation qui va empirer avec les  
changements climatiques et la croissance démographique. Seul 2,5 % de l’eau sur Terre est douce, utilisable et disponible. Au cours des vingt dernières années, le stockage de l’eau terrestre – à travers l’humidité du sol, la neige et la glace – a reculé d’un centimètre par an, ce qui a des conséquences majeures pour la sécurité de l’approvisionnement en eau.

Chaque degré supplémentaire de réchauffement planétaire accroîtrait les risques de sécheresse et d’inondation, ainsi que les dommages sociétaux qui en découlent. Dans les 50 dernières années, les catastrophes liées à l’eau représentent 70 % de tous les décès liés aux catastrophes naturelles. Depuis 2000, les catastrophes liées aux inondations ont augmenté de 134 % par rapport aux deux décennies précédentes.

L’Asie est particulièrement touchée. Le nombre et la durée des sécheresses ont également augmenté de 29 % au cours de cette même période, et c’est en Afrique que l’on compte le plus de victimes de la sécheresse.

De plus, l’augmentation de la température peut également amener les bactéries et les germes à se développer plus facilement. Surviennent alors des vagues de maladies infectieuses d’origine hydrique qui font jusqu’à 3,2 millions de morts par an selon l’OMS. Les maladies comme le choléra et la diarrhée favorisent d’autres maladies comme la sous-alimentation et fragilisent les populations.

Au Bangladesh, la montée des eaux pourrait engloutir près de 20 % du pays d’ici 20 à 30 ans obligeant des millions de réfugiés climatiques à fuir le territoire. A cela s’ajoute une intensification des tempêtes, cyclones et de la dégradation des sols. Les inondations, dues à la période de mousson de plus en plus longue inondent les récoltes, détruisent l’accès à des systèmes d’assainissements et à l’eau potable.

* **Effets sur la production agricole : des enjeux de sécurité alimentaire**

Les changements climatiques, la croissance démographique et la raréfaction de l’eau exerceront une pression sur l’approvisionnement en denrées alimentaires. En effet, la majeure partie de l’eau douce utilisée, environ 70 % en moyenne, est orientée vers la production agricole : selon la FAO, il faudrait entre 2 000 et 5 000 litres d’eau pour produire la nourriture quotidienne d’une personne. Il faut également compter avec les risques de submersion marine qui accentuent le phénomène de salinisation des sols rendant l’agriculture plus délicate.

* **Effets sur la multiplication des conflits**

La concurrence pour l’eau entre les divers usagers, secteurs d’activités et pays ne cesse de s’intensifier. Divers facteurs sont en cause : croissance démographique, intensification de l’industrialisation et de l’urbanisation, comportements alimentaires et des modes de production agricoles toujours plus gourmands en eau. Compte tenu de la raréfaction à l’échelle planétaire des ressources disponibles, les accaparements de terres cachent parfois d’autres motivations d’accaparement de ressources et en particulier de ressources hydriques.

Ainsi, des pays tels que l’Arabie Saoudite, préfèrent limiter la production agricole sur leur territoire au profit d’investissements agricoles à l’étranger. L’Afrique qui mobilise uniquement 2 % de ses ressources en eau pour l’agriculture est la cible idéale de ces investissements.

Les conflits pour l’eau se multiplient. Ils sont parfois violents entre agriculteurs, éleveurs, entreprises agro-industrielles, forestières ou minières ou d’autres secteurs et villes en expansion.

Les premières victimes de la concurrence à l’accès à l’eau demeurent les agricultures familiales du Sud. A l’inverse des communautés situées dans les milieux urbains, ces dernières ont du mal à s’organiser et subissent fréquemment des injustices sociales.

Qu’il s’agisse d’un accès à l’eau de surface ou souterraine, encore plus restreint, ou d’une spoliation de leurs droits à l’eau (parts et quotas historiques d’accès à la ressource), l’actualité atteste d’une augmentation des difficultés d’accès à l’eau comme moyen de production.

**Conclusion** : Premier élément constitutif du corps humain, l’eau est indispensable à la santé. L’accès à l’eau et à l’assainissement est reconnu par l’Organisation des Nations Unies comme un droit de l’homme. Aujourd’hui de qualité en France notamment, grâce aux infrastructures de potabilisation et d’épuration des eaux usées, l’eau consommée reste un enjeu majeur de santé publique.

***Aline MAHOUS - Indecosa 65***

**5. Exploitation de l’eau**

**Son impact sur l’environnement**

On constate au cours des siècles une progression significative des besoins en eau. Cet accroissement de la consommation est dû à plusieurs facteurs : augmentation de la population mondiale, développement de l’agriculture intensive, nouvelles techniques industrielles sans oublier le dérèglement climatique qui perturbe le cycle de l’eau et sa répartition sur les différentes régions de notre planète.

Cette situation implique donc une accentuation des prélèvements dans l’exploitation de l’eau sous toutes ses formes (de surface, souterraines, eau salée des océans) ce qui n’est pas sans conséquences sur l’environnement.

**Modification du paysage naturel**

* Par **les retenues d’eau et la construction de barrages** qui dévient les cours des rivières et qui sont responsables de l’inondation de vallées et villages, avec déplacement des populations et de la faune de ces sites, ainsi que des modifications des végétations naturelles.
* Par **la construction de canaux d’irrigation** dans les régions d’agriculture intensive et de canaux d’alimentation pour amener l’eau dans des zones en détresse hydrique (aqueducs, canal de Provence …)

**Modification du grand cycle de l’eau et ses effets sur la biodiversité**

**C'est quoi le cycle naturel ?**

***«****Processus naturel au cours duquel les éléments circulent continuellement sous diverses formes entre les différents milieux de l'environnement (par exemple l'air, l'eau, le sol, les organismes****).* »**

Ce cycle naturel est perturbé à différents niveaux par l’exploitation de l’eau afin de satisfaire les besoins humains :

* **- Les barrages** pour produire de l’hydro électricité modifient le débit et l’alimentation des fleuves et des lacs avec des modifications des végétations naturelles et ont des impacts sur les milieux aquatiques (poissons ne pouvant plus remonter le cours des fleuves pour se reproduire).
* **- L’irrigation des champs** entraîne dans certaines régions un asséchement de rivières et de vastes zones. Partout dans le monde, des lacs, rivières et mers intérieures sont en train de s’assécher. Le Nil, le Gange, le Niger, la Mer d’Aral, le Colorado...ont vu leur débit considérablement réduit par des prélèvements trop importants.
* **- La surexploitation des nappes phréatiques** provoque leur abaissement, ce qui empêche les puits d’atteindre les eaux souterraines, l’eau doit être pompée de plus en plus profondément. Les eaux souterraines et de surface étant interconnectées, les réserves des lacs, ruisseaux et rivières peuvent diminuer. Un affaissement des sols peut aussi se produire du fait de la perte de soutien sous terre. Un pompage excessif dans les zones côtières peut entraîner une infiltration de l’eau salée vers l’intérieur des terres avec les conséquences que cela implique. Il faut savoir que [**62 % de l’eau potable**](https://www.cieau.com/connaitre-leau/les-ressources-en-france-et-dans-le-monde/ou-en-sont-les-ressources-en-eau-dans-le-monde/)**dont nous avons besoin provient de ces eaux souterraines**. En France, au 1er mars 2023, 80 % des nappes étaient classées « modérément basses » à « très basses ».

Ces nappes n’étant pas suffisamment alimentées du fait du changement climatique, avec baisse des précipitations, imperméabilisation des sols par un urbanisme galopant et la destruction de zones humides.

**Or ces zones humides** (marais, tourbières.) ont un rôle essentiel d’éponge face aux sécheresses et aux inondations. Elles occupent 6 % du territoire national et font l’objet d’une bataille entre la FNSEA, l’État et l’Europe tant sur la définition que sur la réglementation.

Elles sont dans le viseur de « la FNSEA pour qui c’est une contrainte » et qui demande de les remplacer par la création de retenues d’eau, les fameuses **bassines.** Au mépris de la biodiversité et des fonctions écologiques que ces zones humides remplissent.

Le gouvernement a autorisé certaines créations malgré des alertes scientifiques de chercheurs : « *Cette idée de retenues d’eau est un* ***non-sens écologique****, elle est très néfaste pour l’ensemble des écosystèmes « naturels » et des agroécosystèmes* ».

*Faire un barrage pour « stocker le surplus en hiver » signifie empêcher l’eau de s’infiltrer dans les sols. Or, sous la terre, cette ressource humidifie efficacement la totalité des sols ! À l’inverse, en la faisant remonter en surface et en la gardant dans une retenue, on perd une grande quantité de l’eau par évaporation, notamment lors des fortes chaleurs. Ce qui contribue à l’abaissement des nappes phréatiques et en plus, la retenue ne peut profiter qu’à des agriculteurs qui bénéficient de systèmes d’irrigation. En Espagne, où de nombreuses retenues ont été construites, toutes les études montrent qu’en définitive, elles aggravent la sécheresse, en favorisant l’évaporation, et l’idée qu’on est dans un système où l’eau est abondante. Résultat, cela ne pousse pas les agriculteurs à une utilisation rationnelle, économe de la ressource. Donc oui,* *il faut retenir l’eau, non pas par des barrages mais dans les sols en favorisant son infiltration et en limitant drastiquement son ruissellement et son évaporation.*» Christian Amblard (CNRS).

**Traitement des déchets :**

Qui dit exploitation, consommation, traitement, dit production de déchets.

**Quels impacts sur l’environnement, sur les milieux naturels, la biodiversité, la santé humaine et animale ?**

L’exploitation de la ressource en surface ou en profondeur nécessite des stations de pompage. Les usines de potabilisation traitent cette eau prélevée pour la rendre potable et selon les méthodes utilisent des produits qui doivent être recyclés.

L’eau consommée par la population ou l’industrie est ensuite rejetée, ce sont les « eaux usées » qui doivent faire l’objet d’un traitement dans les stations d’épuration avant d’être renvoyées dans les cours d’eaux.

Cependant à certains endroits, les eaux usées sont rejetées dans la nature sans être nettoyées ce qui a de graves effets sur les plantes et les animaux. On compte de nombreux exemples de pollution industrielle de cours d’eau avec une mortalité importante de poissons.

Mais aussi, risque de contamination des nappes phréatiques et des sources par infiltration des eaux contenant des pesticides utilisés en agriculture.

Un apport excessif aussi en nutriments dans les rivières entraîne la croissance disproportionnée de certaines espèces végétales. Ce processus d'eutrophisation mène à une désoxygénation du milieu. Il a pour conséquence une diminution, voire une disparition de la biodiversité.

De nombreux états dits « en voie de développement » ne bénéficient pas d’eau potable et encore moins de système de traitement des eaux usées et les déchets se retrouvent dans les rivières et polluent les puits provoquant des maladies et épidémies auprès des populations. (Choléra, dysenterie, typhoïde, poliomyélite,,)

**Conclusion**

La raréfaction d’une ressource qu’on croyait inépuisable due à une surexploitation ayant des effets graves sur l’environnement et au dérèglement climatique a fait prendre conscience au monde scientifique et politique de la nécessité d’une gestion raisonnable de l’eau tant dans son exploitation que son utilisation.

Il devient indispensable de :

* Freiner l’imperméabilisation des sols, préserver les zones humides, favoriser l’infiltration des eaux de pluie en empêchant les ruissellements pour reconstituer les nappes souterraines.
* Réduire les prélèvements avec une irrigation raisonnée, une agriculture adaptée au changement climatique moins gourmande en eau, de nouvelles méthodes industrielles, une incitation à la sobriété auprès de la population.

***Chapitre réalisé par Annie SICARD - Indecosa 83***

**6. Quelle est la position d’Indecosa CGT  
 sur l’eau ?**

L’eau aurait dû rester pure et à disposition de tous les êtres humains. Or, tel n’est pas le cas. Depuis la fin du 19éme siècle, dès que les premières structures de gestion de l’eau ont été mises en place, l’exploitation de cette ressource : sa gestion, sa qualité, sa quantité, sa répartition, son partage, son utilisation ont été dévoyés par les prédateurs du système capitaliste pour leur seul profit.

L'eau est une ressource naturelle indispensable pour vivre, pour boire comme pour manger. L'eau est donc une ressource vitale pour l'agriculture et l'alimentation afin de produire des denrées alimentaires.

Les conséquences sanitaires de l'absence d'un accès à l'eau potable et l'assainissement sont dramatiques. 4,5 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à une source d'eau sûre. 2,3 milliards n'ont pas accès à un dispositif d'assainissement de base. L'eau insalubre est la première cause de mortalité non liée à l'âge. Selon l'OMS, elle provoque 3,6 millions de morts chaque année.

Se pose pour l'eau le même type de problème que pour la faim : des millions d'êtres humains meurent du fait qu'ils n'ont pas accès à un élément vital. Mais avec une nuance. Si la population agricole a pu augmenter plus vite que la population mondiale, la consommation d'eau a été multipliée par six tandis que la population été multipliée par trois. La situation va s'exacerber avec l'augmentation de la population mondiale.

Il est absurde de pointer l'agriculture qui, par nature, a besoin d'eau pour faire pousser les denrées agricoles qui nourrissent les humains, ce qui ne doit pas justifier gaspillage ou cultures irriguées parce qu'inadaptées au sol et au climat.

La ressource en eau n'est pas inépuisable et des disparités de toute nature apparaissent brutales. Aussi, l'eau a-t-elle toujours constitué un enjeu éminemment politique de domination, de guerre.

Le contrôle de la ressource en eau est un des problèmes centraux des conflits.

Rien ne peut justifier le taux de fuite du réseau français de distribution avoisinant les 30 % parce que les équipements ne sont pas renouvelés et le personnel insuffisant.

La privatisation est en grande partie responsable. Les majors de la distribution de l'eau et leur logique de rentabilité financière en portent la plus lourde responsabilité.

La forte consommation d'eau et sa pollution, ainsi que celle des sols sont causées notamment dans la spécialisation des agricultures. Le type de productions et de choix des localisations du fait des rendements atteints en sont responsables.

La libéralisation des marchés agricoles et la soumission de l'agriculture aux lois du marché capitaliste exacerbent la concurrence entre agricultures, poussent à l'intensification, à l'utilisation des OGM supposés augmenter les rendements, mais qui à terme appauvrissent les sols et les désertifient.

L'ensemble de ces dispositifs aggrave les gaspillages en eau et ses pollutions de toutes sortes. Les sécheresses récurrentes qui prennent des proportions considérables dans certaines régions, dans le monde, mais aussi en France, ont des répercussions sur les cultures, l'élevage et les exploitations dans leur ensemble.

Des cultures réalisées depuis des décennies dans certaines régions deviennent inadaptées du fait du réchauffement climatique. À l'opposé des solutions individualisées, des bricolages techniques sélectifs comme le sont " les bassines", cette situation implique une politique de planification nationale des productions agricoles sur l'ensemble du territoire, en fonction des spécificités climatiques, des sols et des savoir-faire. Dans ce cadre, les pouvoirs publics ont le devoir de fournir l'agriculture en eau pour lui permettre de continuer à jouer son rôle productif, nourricier et d'aménagement du territoire national.

Conclusion : On ne peut pas concevoir une autre gestion de l'eau et répondre aux enjeux posés par le réchauffement climatique si, dans le même temps, ne s'engage pas une réforme profonde du type de développement de l'agriculture. Le choix des politiques suivies doit l'extraire du carcan capitaliste de rentabilité et de compétitivité pour passer d'une agriculture productiviste promue par la politique agricole commune à une agriculture productrice, économe en eau, en intrants et préservant l'environnement. Ceci ne peut se faire qu'au travers d'une politique cohérente des productions en fonction des propriétés du sol et du changement climatique.

Le marché mondial de l'eau embouteillée explose, avec une consommation qui est passée de 9 l par personne en 1999 à 27 l en 2013.

L'eau en bouteille coûte 50 fois plus chère que l'eau du robinet, sans compter toutes les externalités, c'est-à-dire l'énergie utilisée pour la fabrication des contenants, la mise en bouteille, la livraison, le recyclage, etc.

Les groupes agroalimentaires ont obtenu l'attribution de concessions d'exploitation pour les 700 eaux de source et eaux minérales jaillissant en France. Elles sont commercialisées sous 70 marques. Trois groupes détiennent 80 % du marché, Alma Neptune (St Yorre, Vichy, Rozana…), Nestlé Waters (Vittel Contrex, Perrier, San Pellegrino…) et Danone (Évian, Volvic, Badoit…).

Ces concessions ont été faites en l'absence de tout débat démocratique et de transparence sur les coûts réels. Les groupes d'eaux minérales sont parmi les plus rentables des industries agroalimentaires. La redevance payée aux communes pour l'exploitation de la source représente en moyenne entre 2 et 2,5 % du coût de revient d'une bouteille d'eau, soit une mise à disposition quasi gratuite d'une ressource naturelle à des groupes privés. Une véritable escroquerie !

Cette appropriation privée d'une ressource naturelle vitale est un véritable vol à l’encontre de la collectivité et un pillage de la nature.

Une réappropriation sociale des groupes d'eaux embouteillées, sous des formes à élaborer démocratiquement par les populations concernées, de la municipalisation à la coopération en passant par la nationalisation ou le mixage, est en l'occurrence plus que justifiée dans la mesure où cette consommation répond à des besoins publics.

Les capitalistes de tous poils se fichent de la décision de l'ONU en 2010 de reconnaître que " *Le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit fondamental, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'Homme*". Le capitalisme et la recherche de profits imposent un carcan aux droits humains, conditionnés qu'ils sont, à la capacité de les payer.

**L'eau n'est pas une marchandise, c'est un patrimoine commun de l'humanité.**

La France fait figure d'exception pour sa gestion de l'eau. Dans le partenariat public-privé, la collectivité finance les investissements et la gestion est déléguée au privé. Cette règle est appliquée en France, alors que partout ailleurs l'eau est gérée par la sphère publique. Grâce à cette logique, de puissants groupes de distribution d'eau et d'assainissement se sont constitués ou diversifiés. Avec l'engagement de fonds d'investissement, comme le prévoit l'opa de Veolia sur Suez, on passe de la marchandisation à la financiarisation de l'eau. Il faut noter la résistance de plus en plus forte de municipalités ou de collectivités territoriales et leur volonté de se réapproprier la gestion de l'eau. Si de telles résistances se concrétisent et se pacifient, il s'agira d'un tournant stratégique fondamental.

Dans le monde, le droit l'eau a connu des avancées significatives lorsque l'Équateur en 2007 et la Bolivie en 2009 ont inscrit dans leur constitution approuvée par référendum, "*L'eau bien national commun soumis à un principe de non marchandisatio*n".

Cette ressource unique ne peut être remplacée par aucune autre. Elle est aussi indispensable que l'air à la vie et elle participe à l'équilibre écologique, aux métiers de l'environnement naturel, de sa diversité et de sa qualité.

Bien que renouvelables, les ressources en eau ne sont pas illimitées. Leur utilisation doit tenir compte de la répartition entre les usages, en privilégiant la gestion de quantité et en qualité des usages prioritaires, tout en préservant des volumes et débits nécessaires au fonctionnement des milieux naturels, sans lesquels il ne peut y avoir de gestion durable. La gestion concerne par conséquent toute la société et tous les citoyens, à un titre ou un autre. Les évolutions technologiques et scientifiques doivent être monopolisées par les nations et donc mises au service des populations, comme c'est le cas pour la désalinisation de l'eau de mer.

C'est pourquoi, du fait de sa nature, l'eau ne peut être soumise à ce qui s'applique aux biens marchands dans le cadre très contestable de « la loi du marché", dont la logique s'oppose au principe de la satisfaction des besoins collectifs dans un cadre d'égalité pour tous. L'eau doit donc être affirmée comme étant un bien vital fondamental, un but social et un bien public de base accessible à tous les "êtres" vivants, ne pouvant être intégré dans un quelconque marché.

La constitution d’un service public de l'eau, par la réappropriation de sa gestion directe par les collectivités, est un objectif incontournable. La gestion doit être publique, de façon à permettre une maîtrise complète par la nation de ses propres ressources. Sa marchandisation doit donc être abolie et sa gestion ne peut être envisagée que dans le cadre d'une politique nationale publique structurant des coopérations internationales hors du carcan de la rentabilité financière des groupes privés des divers secteurs concernés, eau potable, traitement des eaux, eau en bouteille.

La maîtrise nationale et la nationalisation, la municipalisation ou une autre forme d'appropriation collective par les salariés et les citoyens sont des supports essentiels pour une gestion raisonnée assurant la pérennité de la ressource et son accès égal pour tous et partout.

A partir de ce positionnement Indecosa CGT a édité son

« **Manifeste pour un droit universel à l’eau** »

**L’eau est essentielle à la vie sur terre**

Cette affirmation qui de prime abord « coule de source » ne peut être considérée comme banale. En effet la ressource qui paraissait inépuisable sous nos latitudes devient plus rare du fait des changements climatiques, mais également des pollutions liées à l’activité de l’homme.

De fait, la raréfaction de l’eau potable devient stratégique, tant du point de vue des états, que des puissances économiques. Bien que l’eau soit un des éléments fondateurs de la vie sur terre, certains estiment qu’ils peuvent la détenir comme une marchandise à part entière. Pour nous le cycle de l’eau n’a pas de frontière et il fait partie intégrante du patrimoine de l’humanité. Ainsi nous devons définir un socle commun valable partout dans le monde et qui consacre l’eau comme un principe universel inaliénable. Pour ce faire nous fixons sept principes fondamentaux :

**Principe de neutralité**

L’eau ne doit pas être source de conflits, elle doit être considérée comme un bien patrimonial de l’humanité. Un pays, une personne morale ou physique n’a pas le droit d’utiliser l’eau comme une arme ou un moyen de pression sur les populations.

**Principe d’égalité**

L’accès à l’eau doit être assuré pour tous, sans distinction. Chaque individu doit pouvoir disposer d’un minimum vital sans que l’on puisse demander une contrepartie. Les besoins vitaux tels que l’hygiène corporelle et l’alimentation doivent être garantis.

**Le principe de solidarité**

Les coupures d’eau doivent être interdites lorsqu’elles sont liées à la précarité des ménages. Les agents qui refusent de couper l’eau au nom du principe de solidarité ne doivent pas être inquiétés ou poursuivis. De plus il faut une véritable tarification sociale pour les revenus les plus modestes.

**Le principe de continuité**

La distribution et le traitement de l’eau doivent reposer sur la continuité de la mission de service public. Cela signifie le maintien du service même en cas d’incident grave sur le réseau. Pour cela il faut mettre en place un véritable « protocole » qui permette le cas échéant de prendre des mesures appropriées rapides et tout cela en concertation avec les usagers et les pouvoirs publics.

**Le principe de légitimité**

Une véritable concertation doit être instaurée avec les usagers. Ils doivent être associés aux grandes décisions notamment lors des renégociations des contrats ou de travaux importants.

**Le principe d’homogénéité** :

Le prix de l’eau n’est pas homogène. Il varie selon les zones de captage et les modes de filtrations. Néanmoins, sans entrer dans le système d’une péréquation tarifaire totale, il faut mettre en place un mécanisme permettant d’atténuer les trop grandes disparités.

**Le principe de salubrité**

Aujourd’hui la qualité de l’eau est remise en question dans de nombreuses régions du monde. L’activité de l’homme depuis des décennies a fragilisé fortement l’écosystème. La présence de nitrates, pesticides et métaux lourds revient régulièrement dans les analyses fournies par les organismes officiels. Nous ne pouvons-nous satisfaire de mesures ponctuelles mais bel et bien de programmes pluriannuels sous l’égide des nations unies avec une police de l’eau active.

------------------------------

Par ailleurs vous trouverez dans les annexes les revendications sur l’eau de la CGT et de la fédération des services publics que nous partageons.

***Chapitre réalisé par Gérard CASOLARI - Indecosa 83***

**ANNEXES**

**Pour la CGT, l’eau et l’assainissement   
doivent relever du service public !**

L’eau est un bien vital, fondamental, social, et un patrimoine commun à tous les êtres humains. Cette ressource unique ne peut être remplacée par aucune autre. Elle est aussi indispensable que l’air à la vie et elle participe à l’équilibre écologique, au maintien de l’environnement naturel, de sa diversité et de sa qualité. Aussi la politique de l’eau et de l’assainissement doit s’inscrire dans une approche de développement durable qui permette que cette ressource réponde aux besoins actuels des populations et soit préservée pour assurer ceux des générations futures.

Cette politique doit revêtir une dimension internationale. Que cela soit en France, en Europe ou dans le monde, beaucoup d’êtres humains n’ont pas accès à cette ressource vitale.

Aussi, nous soutenons la conception des Nations Unies reconnaissant le droit universel pour un accès à une eau potable et buvable en quantité suffisante, et à l’assainissement.

L’eau n’est pas une marchandise ! La recherche de profits sur cette ressource doit être combattue, qu’elle soit publique ou privé !

L’Union européenne ne doit plus soumettre ces activités aux règles du marché intérieur et à la libéralisation des services, faisant le jeu des groupes privés.

**Pour la CGT, la politique de l’eau doit reposer sur des principes fondamentaux** :

1. Affirmer que **l’eau n’est pas une marchandise** ;

2. Etablir l’eau comme un **bien commun universel**, **accessible de droit en quantité et qualité à chaque être humain** ;

3. Affirmer que l’eau **relève du domaine public dans le cadre d’un service public national de l’eau et de l’assainissement** garantissant le droit à l’eau, à tous les citoyens ;

4. **Organiser la planification de la gestion des ressources et des usages** pour tenir les objectifs de bonne qualité écologique des eaux et de reconquête des milieux aquatiques ;

5. Promouvoir et favoriser **l’intervention démocratique participative des citoyens** et des salariés, associée à la transparence dans la gestion de l’eau, et par la réforme des instances de gouvernance de tous niveaux associant tous les intervenants avec une participation équilibrée ;

6. Promouvoir et si nécessaire **imposer les solutions et procédés** de maîtrise des consommations, de prévention des rejets et de dépollution des eaux en dernier ressort ;

7. **Agir pour la préservation de l’eau et de sa ressource**, en sanctionnant et responsabilisant fortement les pollueurs, et en interdisant l’utilisation de produits ou procédés ris quant de polluer ce bien commun.

L’universalité de ces principes confère de fait à cette politique une portée internationale pour l’action de la France en Europe et dans le monde.

**Position de la fédération CGT des Services Publics**

**Pour l’ensemble de la gestion publique de l’eau et de l’assainissement** (Avril 2019)

Conscientes que la France a construit son modèle économique sur l’eau, basé sur la prestation de service par le secteur privé et non pas sur le service public, conscientes que c’est ce modèle qui s’exporte mondialement, la CGT, ainsi que la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics, considèrent que l’eau et l’assainissement sont un droit fondamental à tout être humain.

C’est un bien public que les états, les gouvernements doivent reconsidérer, au travers du Cycle de l’eau, comme un bien durable qui garantit la vie et doit être protégé des spéculations financières ainsi que des enjeux géopolitiques. Aussi, les services publics de l’eau et de l’assainissement ne doivent pas être soumis aux règles des marchés intérieurs et doivent être exclus de la libéralisation.

Il faut une politique de contrôle de la gestion des ressources en eau ainsi que des services de l’eau et d’assainissement au niveau national, sous l’égide du ministère concerné, pour la mise en place des services publics de proximité qu’attendent les usagers et par le renforcement du rôle des agences de bassins.

* **Développer les services de recherches** nécessaires au maintien de la qualité de la ressource en eau par l’amélioration des traitements pour la production et la distribution de l’eau et son assainissement.
* **Instaurer l’intervention démocratique, participative et la transparence** dans la gestion de l’eau, que ce soit au niveau local, régional ou national, notamment par la participation des organisations syndicales et des associations d’usagers.
* **Garantir le juste prix de l’eau et de l’assainissement** par un système de péréquation tarifaire au niveau national, afin d’atteindre un prix unique du m3 d’eau sur le territoire français, prenant en compte les aspects sociaux autant pour les usagers, que pour les salariés de ces secteurs d’activités.
* **Instituer le principe de pollueur responsable** (plutôt que pollueur payeur) qui permet d’identifier plus clairement les niveaux de responsabilités de l’exécutif final jusqu’au commanditaire, quel qu’il soit :

- La sanction pénale doit devenir la règle, par l’instauration d’amendes exponentielles (le prix de l’amende double à chaque nouvelle infraction et nonobstant les coûts des réparations à assumer).   
- L’obligation doit être faite aux industriels de favoriser le traitement des pollutions produites par eux, dès lors qu’il existe un moyen de dépollution, plutôt que la rétention de ces pollutions.

* **Garantir un statut unique public des salariés** de l’eau, de l’assainissement, du contrôle, de la répression des infractions, de la recherche, etc…, dans le cadre du nouveau statut du travailleur salarié revendiqué par la CGT.
* **Assurer, la reconnaissance, la qualification et la formation des métiers** de l’eau et de l’assainissement, afin que des femmes et des hommes, en nombre suffisant, puissent assumer l’ensemble des missions dans toute leur diversité et à tous les niveaux, notamment en créant des écoles publiques d’apprentissage des métiers de l’eau.
* **Assurer la gestion de la production, de l’exploitation, de la distribution et du contrôle** de la qualité de l’eau et de l’assainissement dans un véritable service public national de l’eau et de l’assainissement.

**Pour une autre politique de l’eau et de l’assainissement :**

La gestion de l’eau va au-delà de la responsabilité des services, qu’ils soient publics ou privés, qui ont en charge la production et la distribution de l’eau potable, mais aussi l’assainissement de l’eau usée. L’Etat, le Ministère de l’Écologie, de l’Énergie, du Développement Durable et de l’Aménagement du Territoire, les agences de bassin et les collectivités territoriales, ont la responsabilité de gestion de la ressource. Ils récoltent le financement au travers de la facture de l’eau sous forme de taxe dont la transparence et la pertinence d’utilisation ne sont pas évidentes pour l’usager. Il faut également pointer l’ambiguïté du prélèvement des taxes par le secteur privé au travers de la facture de l’eau et la lenteur spéculative du reversement de celles-ci aux institutions concernées.

A ce jour, les services de l’eau et de l’assainissement sont gérés de façon différente selon les communes ou groupement de municipalités. **Les services de production, distribution ainsi que de la collecte des eaux usées et de l’assainissement peuvent être gérés ensemble ou séparément** :

* Pour ceux publics : en régie directe, simple (services de la collectivité créés avant la loi de 1926 et maintenus depuis sous ce mode de gestion, ou pour les collectivités de moins de 500 habitants) ou sous forme d’EPIC (Etablissement Public Industriel et Commercial, soit à Personnalisé Morale et à Autonomie Financière, soit avec la seule Autonomie Financière) ;
* Pour ceux confiés à une entreprise privée : en régie déléguée, concédée, intéressée, ou encore mis en affermage ou en gérance.   
  Ces services peuvent prendre également la forme d’une Société Publique Locale (SPL).

Que la gestion des services soit publique ou privée, **le prix de l’eau et de son assainissement est fixé par les élus locaux**. Directement en cas de régie directe ou SPL, en accord avec le délégataire dans le cas d’une régie déléguée, sur demande du délégataire en cas d’affermage.

Dans cette forêt juridico-économique où les différents choix de gestion cohabitent, se recouvrent et se concurrencent, pouvant générer un manque de cohésion, le désengagement de l’État rend d’autant plus floue la gestion des besoins en adéquation avec la gestion de la ressource nécessaire pour l’avenir.

Si nous ajoutons les choix politiques qui modifient les modes de gestion, l’équilibre besoin-ressource est d’autant plus précarisé, alors que celui-ci est indispensable pour la sauvegarde de l’eau et l’efficacité des services dans leur globalité eau-assainissement. De plus, ces changements de gestion engendrent une forte instabilité des emplois et des conséquences sociales désastreuses pour les salariés, qu’ils soient du public ou du privé.

La mise aux normes et le respect de la réglementation européenne amènent des coûts financiers toujours plus importants. La pollution de plus en plus conséquente oblige le recours à de nouveaux procédés. Les moyens financiers alloués à la part assainissement doivent être à la hauteur des enjeux. La préservation de la ressource est essentielle. Il n’y a plus d’eau douce produite naturellement sur la Terre depuis sa création et il est estimé que l’eau consommé aujourd’hui a déjà été consommée et recyclée environ dix fois.

L’actualité qui fait ressortir un prix de l’eau qui serait cher parfois, mais surtout injuste et inégal en fonction des choix de gestion des services faits par les communes, ne doit pas faire oublier les fondements d’un service public.

**Les avis récents du CESE sur l’eau**

**Comment favoriser une gestion durable de l’eau (quantité, qualité, partage) face aux changements climatiques ?** (Avril 2023)

A la suite du bilan dressé par la Conférence sur l’eau de 2023 organisée par l’ONU, le CESE a donné un avis sur cette problématique en France.

En effet, les effets des dérèglements climatiques sur l’eau ont entrainé 14 % de baisse de la ressource d’« eau renouvelable » en France sur 20 ans (*Ministère de l’Écologie juin 2022*)

Le CESE a décidé d’étendre sa réflexion sur les aspects qualité, quantité et partage de l’eau, afin de gérer durablement cette ressource, patrimoine commun.

**Les préconisations du CESE** (certaines rejoignant celles du Plan Eau de septembre 2019 mais en allant plus loin sur l’accompagnement de la transition écologique). Elles insistent sur les aspects suivants :

* A**ccroître le développement de meilleures connaissances sur le cycle de l’eau et sur l’impact des dérèglements climatiques** en ce domaine   
  **→** Renforcer en moyens et personnes la R&D (publique et privée) en hydrologie, climatologie et sciences naturalistes.
* P**rendre conscience de l’enjeu d’une sobriété accrue**   
  **→** Rendre publics les volumes totaux prélevés et les stratégies d’irrigation agricole / Interdire la subvention par des fonds publics de tout projet de création de méga-bassine, notamment celles alimentées par pompage dans la nappe phréatique aux impacts multiples.
* **Amplifier les efforts de préservation de la qualité de l’eau, notamment par la lutte contre la pollution**

→ Rendre responsables les industriels de l’ensemble du traitement de leurs rejets d’exploitation : recycler davantage leurs eaux usées, être transparents sur la quantité utilisée au regard des ressources disponibles, sur la qualité tout au long de la circulation des eaux, informer la population concernée / Accélérer le processus de nécessaire sortie des pesticides en agriculture : renforcer les actions et les contrôles pour atteindre les objectifs des plans Ecophyto. Soutenir la proposition de révision de la directive sur l’utilisation des pesticides et plaider pour son adoption rapide et sa transposition / Mobiliser les financements pour mettre en œuvre les alternatives existantes.

* **Investir massivement dans la rénovation des infrastructures** de potabilisation et de traitement des eaux, ainsi que de progresser dans le ré-usage.
* **Apporter des améliorations en matière de gouvernance et de financement de l’eau**

→ Rendre public le bilan de l’application des Assises de l’Eau (de novembre 2018 à juin 2019) en précisant le niveau d’atteinte de chaque objectif.

* Mettre en œuvre les démarches d’élaboration et d’adoption d’un schéma d’aménagement et de gestion des eaux (SAGE) dans les territoires non encore couverts / Revoir la tarification (N.B. : cela a été fait et sera applicable en 2025…)

**La réforme des redevances**

À partir de 2025, les redevances ont fait l’objet d’une révision dans le cadre de la loi de finances 2024 avec des objectifs multiples :

* Rééquilibrer progressivement l’origine des contributions pour moins faire peser la fiscalité de l’eau sur les ménages,
* Valoriser les efforts des collectivités pour une gestion patrimoniale vertueuse (renforcer le caractère pollueur-payeur de la fiscalité de l’eau / mettre en place une tarification progressive)
* Accroître les capacités financières des agences de l’eau, dans le cadre du déploiement du plan Eau, pour accompagner plus vite et plus fortement par des aides et subventions les territoires et les acteurs économiques face à l’urgence climatique

**Pour en savoir plus :**

Intégralité de l’avis du CESE :

<https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Fiches/2023/FI08_gestion_eau.pdf>

Le CESE avait déjà voté en 2013 un avis sur la gestion et l'usage de l'eau en agriculture : <https://www.lecese.fr/content/le-cese-se-prononcera-sur-la-gestion-et-lusage-de-leau-en-agriculture>

[Plaquette REFORME DES REDEVANCES.pdf](file:///C:\ADmin\ccage\rameuse\documents%20divers\Plaquette_REFORME%20DES%20REDEVANCES.pdf) éditée par les Agences de l’eau.

**Rappel de l’ambition des Assises de l’eau, objectifs** : réduction des prélèvements d’eau de 10 % en 2025 et 25 % en 2035 + restauration de 25 000 km de cours d’eau + protection de 500 captages supplémentaires d’ici 2025 <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/assises-leau>

***Synthèse réalisée par Marie NOLOT - Indecosa 57***

**La gestion de l’eau pour les activités économiques**

(Rapport Assemblée Nationale – Juin 2023)

**1 . La politique de l’eau en France - Etat des lieux et perspective dans le cadre du changement climatique**

**1.1 L’eau : bilan de la situation actuelle en France et dans le Monde** : si environ 72% de la surface terrestre est recouvert d’eau, l’eau douce ne représente que 2,5% de l’hydrosphère. La France est bien dotée avec un flux renouvelable d’environ 3000 m3 par habitant. Les prélèvements en France s’élèvent à 32,8 milliards de mètres cubes d’eau pour 4,1 milliards de mètres cubes consommés. La majeure partie de l’eau douce consommée l’est pour les usages agricoles.

**1.2 . La gestion de l’eau à l’épreuve du réchauffement climatique.** Il a des conséquences sur le cycle de l’eau qui s’accentueront avec lui. La politique de l’eau fait, en outre l’objet d’une gouvernance complexe, répartie entre l’Etat, les 6 agences de l’eau et les collectivités territoriales, complexité qui fait l’objet de critiques. Les tensions croissantes sur la ressource en eau ne doivent en aucun cas faire passer au second plan les enjeux relatifs à la qualité de l’eau. En effet, 56% des masses d’eau de surface et 33% des masses d’eau souterraines ne sont pas en bon état. Comment accompagner des secteurs économiques ?

**2. Activités économiques et gestion de l’eau : quels leviers pour s’adapter et garantir un partage de la ressource en eau juste et durable ?**

**2.1 L’agriculture, un secteur au cœur des tensions** : les experts anticipent une aggravation forte à très forte des impacts du changement climatique sur l’agriculture pour la deuxième moitié du siècle. Si le progrès technique a permis de diminuer l’eau consommée pour l’irrigation, les besoins croissants liés au changement climatique ont, sur la consommation d’eau, un effet inverse. Une proposition est faite pour le développement de l’agriculture de conservation des sols et développer le linéaire des haies est nécessaire. Réflexion du côté des filières pour la répartition géographique des types d’agriculture, développer l’irrigation de précision. Réfléchir sur les enjeux de stockage de l’eau avec des usages agricoles priorisés.

**2.2 l’énergie** : optimiser les prélèvements et garantir la souveraineté énergétique. La production d’énergie nucléaire constitue le premier poste de prélèvement de la ressource en eau. Il a besoin de renforcer la résilience du parc nucléaire face aux tensions croissantes sur la ressource en eau du fait du changement climatique, en améliorant les capacités de réservoirs de stockage d’effluents.

**2.3 l’industrie** : des efforts de sobriété à poursuivre pour garantir une réindustrialisation durable du territoire. Si la situation reste bien moins tendue que celle vécue par le monde agricole (besoins moindres, enjeu saisonnier moins prégnant, etc.), l’eau devient un sujet de préoccupation croissant du monde industriel qui nécessite de poursuivre les efforts de l’économie et la planification de l’usage de la ressource. Nécessité de mettre en place rapidement des plans de sobriété de la consommation d’eau par filière industrielle (mention particulière pour les embouteilleurs d’eau, dont l’interdiction de la captation pourrait entraîner des conséquences graves pour la vie économique des territoires où ils sont installés).

**2.4 tourisme et loisirs** : tensions, adaptation et réinvention. Sans prétendre à l’exhaustivité, les rapporteurs ont concentré leurs travaux sur plusieurs secteurs qui leur ont paru problématiques : le golf, le tourisme hivernal en montagne, les courses hippiques et activités équestres, le canoë kayak. La création d’un Office de l’Eau pour la Corse est également recommandée.

**3. Entre sobriété, accompagnement et adaptation : des leviers pour améliorer la gestion quantitative et qualitative des activités économiques**

**3.1** **Améliorer la connaissance des ressources en eau et des captages**. Elle est un préalable avec objectif d’atteindre 2000 stations piézométriques d’ici fin 2024

**3.2** **Favoriser les solutions fondées sur la nature** et faire des enjeux relatifs à la qualité de l’eau un axe central. Plusieurs propositions, tels les projets d’installation de nouveaux agriculteurs s’inscrivant dans une démarche d’agroécologie, améliorer la politique de préservation et de restauration des têtes de bassins versants, demande d’abrogation de l’arrêté du 4 mai 2017 qui permet le déclassement des petits cours d’eau en les exposant aux épandages agricoles, renforcer le soutien français à une interdiction des PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées). L’enjeu de la qualité de l’eau est crucial dans les territoires ultramarins : demander un droit à l’eau potable dans les Outre-Mer.

**3.3 Encourager à la sobriété des usages pour un partage plus juste** par les arrêtés sécheresses pour l’anticipation et l’harmonisation des mesures de restriction des usages de l’eau, l’élaboration d’un cadrage plus contraignant du contenu des arrêtés cadre sécheresse. Faire évoluer la tarification de l’eau en un outil à même d’inciter à la réduction des consommations d’eau, dans un objectif de responsabilisation des consommateurs, qu’ils s’agissent de ménages mais aussi des autres utilisateurs de la ressource. Mettre en place une tarification progressive des usages domestiques. Une stratégie de contrôle est à réaffirmer, par la connaissance du nombre de forages agricoles, industriels et domestiques, qui semblent insuffisamment recensés et contrôlés ; aussi, par la généralisation des télé compteurs pour des consommations supérieures à 250 mètres cubes annuels.

**3.4 Eaux non conventionnelles et stockage : enjeux et leviers d’actions** . Selon le Centre d’Etude et d’Expertise sur les Risques, l’Environnement, la Mobilité et l’Environnement (CEREMA), le développement des eaux non conventionnelles pourrait permettre à la France d’économiser plusieurs millions de mètres cubes de prélèvement d’eau chaque année. En France, la réutilisation des eaux récupérées en sortie de stations d’épuration est inférieure à 1% alors qu’elle est de 8% en Italie, 15% en Espagne et 40% en Israël. Des pistes peuvent également être explorées pour mieux exploiter le potentiel des eaux de pluies et eaux grises. La question du stockage de l’eau doit faire l’objet d’un dialogue citoyen et local renforcé et sera plus aisément acceptée si l’usage de l’eau stockée n’est pas réservé à une seule activité.

**3.5 Une gouvernance à repenser :** la superposition des échelons hydrographiques et administratifs nuit aujourd’hui à la lisibilité et à l’efficacité de l’action publique, notamment en matière de gestion de l’eau pour les activités économiques. Il est nécessaire de faire au sous-bassin l’échelon central de la mise en œuvre des politiques de gestion de l’eau. Préconisation du déploiement des schémas d’aménagement de la gestion des eaux (SAGE) sur l’ensemble des sous-bassins.

Le présent rapport appelle également le Gouvernement à renforcer les moyens consacrés à la politique de l’eau.

Il appelle aussi à renforcer la place des citoyens dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques de l‘eau.

Sources :<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cioneco/l16b1455_rapport-information>

***Synthèse réalisé par Frédéric BOLLE - Indecosa 63***

***L’adaptation de la politique de l’eau   
au défi climatique*** *(rapport Assemblée Nationale – Janvier 2024)*

Introduction : le cycle de l’eau est de plus en plus affecté par le changement climatique. La fragilité de la ressource a été mise en évidence par la sécheresse exceptionnelle de l’été 2022. Les années 2022 et 2023 ont été marquées par de funestes records. Sur le temps long, l’étude « Explore 2027 » estime que d’ici à 2025, les précipitions devraient baisser de 16 à 23% et le débit moyen des cours d’eau devrait diminuer de 10 à 40%.

1. **Une ressource en eau mise en péril par le changement climatique et les activités humaines**

La ressource en eau est d’ores et déjà affectée par le changement climatique, principalement en raison de l’élévation du niveau moyen des températures de 0,6°C au cours de la décennie 2011-2021 an comparaison de la période 1981-2010.

**1-A** **Les observations scientifiques confirment la baisse de la disponibilité de la ressource en eau en raison du changement climatique.**

Le réchauffement climatique provoque également une forte baisse du niveau des glaciers, du pergélisol, de l’étendue de la couverture neigeuse et de la durée saisonnière, de la neige aux hautes latitudes et altitudes.   
De manière générale, la hausse des températures va entrainer une demande accrue en eau par les végétaux. Nous aurons une augmentation accrue des sécheresses (météorologue, agricole et hydrologique), des baisses de débit d’étiage de fleuves ; ainsi le Rhône, fleuve alimentant une partie significative du parc nucléaire français, comme de nombreuses productions agricoles pourrait subir une baisse du débit minimum jusqu’à 50% à horizon 2100.

Une baisse prévisible du niveau des eaux de surfaces et des eaux souterraines : 82% des prélèvements d’eaux pour les activités humaines sont réalisés sur les de surfaces, les eaux souterraines ne sont pas épargnées.

L’étude « Explore 2070 » a montré que le débit moyen des cours d’eau français devrait diminuer de 10 à 30% d’ici à 2050, et le niveau des nappes phréatiques de 1à à 25%. Pour les départements ultramarins, les situations d’accès à l’eau sont variées mais les défis sont communs, le cas le plus préoccupant est celui de Mayotte.

**1-B Améliorer les systèmes de prévision et de planification concernant les évolutions de la ressource** :

Les prélèvements d’eau opérés par l’ensemble de la population et des activités économiques demeurent encore imprécis. A l’heure actuelle, cette connaissance est en partie assurée par la banque nationale des prélèvements quantitatifs en eau (BNPE) qui constitue l’outil national dédié aux prélèvements sur la ressource.

Une proposition est de :

* Déployer des compteurs de consommation d’eau en temps réel pour les acteurs économiques agricoles et industriels en contrepartie d’une aide financière de l’Etat ou des agences de l’eau ;
* Développer une base nationale des prélèvements en eau mise à jour de manière mensuelle et corrélée avec les autorisations et droits de prélèvement et objectifs de répartition des prélèvements par sous-bassin versant ;
* Faire respecter la loi en matière d’installation de compteurs individuels dans les copropriétés neuves, abaisser le seuil de déclaration des prélèvements à mille mètres cubes par an et imposer le télé-relevé pour tous les prélèvements soumis à autorisation.

**1-C : Un impact grandissant sur la vie économique et sociale de la nation**

Alors que la coïncidence entre les besoins en eau et les ressources disponibles devrait se faire de plus en plus rare, de fortes tensions sur la ressource en eau se font sentir. De nombreux secteurs économiques consommateurs d’eau subiront donc des pertes liées à l’accès limité à la ressource.

* **Les risques économiques** : les évènements climatiques entrainent des pertes économiques importantes, comme :
* Le phénomène de retrait-gonflement des argiles (RGA) avec 48% du territoire hexagonal qui se trouve en zone d’exposition forte à moyenne,
* Les pertes de récolte, les risques d’inondations (coût annuel moyen de 520 M€ pour 17 millions de personnes exposées ce risque), comme les risques de submersion et d’érosion du littoral,
* Comme des difficultés croissantes pour assurer les acteurs économiques face aux dommages causés par les aléas climatiques extrêmes (tempête Alex en 2020 dans les Alpes Maritimes, les assureurs ne veulent plus couvrir les bâtiments publics).

Il n’existe pas aujourd’hui de règles uniformes pour les pertes d’exploitation en cas de restriction d’eau. Proposition de renforcer la formation et les obligations d’information des professionnels de l’assurance sur les phénomènes naturels impactant la ressource en eau et les risques qui y sont associés et mise en place d’un régime d’indemnisation adaptable au changement climatique, puisque le coût des catastrophes naturelles devrait doubler à l’horizon de 2050.

* **Les risques pour l’activité agricole et forestière** : Le secteur agricole, premier consommateur d’eau, est particulièrement touché par le dérèglement climatique. Ainsi un certain nombre de filières voient leurs rendements diminuer. C’est ainsi qu’a été conduit le « Varenne agricole de l’eau » entre mai 2021 et février 2022, avec réflexion collective pour adapter l’agriculture face aux aléas climatiques en renforçant sa résilience dans une approche globale (sols, variétés, pratiques, irrigation) en partageant une vision raisonnée des besoins et de l’accès aux ressources en eau mobilisables.

Une loi a été promulguée en mars 2022, sur la réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture, comprenant une réforme de l’assurance récolte.

Les effets du changement climatique sur la ressource en eau nuisent au bon état des forêts françaises, par le développement du risque extrême incendie.

* **Les risques pour l’industrie et la production d’énergie**, peuvent générer des ralentissements d’activité, comme ce fut le cas à l’été 2022 sur le bassin Adour-Garonne. La baisse des niveaux d’eau conduit à un phénomène de concentration des polluants du fait d’une moindre dilution. D’où une proposition de prendre en compte les impacts directs et indirects de tout nouveau projet d’aménagement ou implantation industrielle sur le territoire en estimant son « empreinte eau » et en prenant en compte l’état de la ressource en eau sur le dit territoire. Le secteur de l’énergie est très dépendant de la ressource en eau, pour le refroidissement des centrales et la production d’hydroélectricité.
* **Les risques pour la santé publique** : l’accès à l’eau potable est nécessaire aux besoins vitaux de la population (prélèvements pour la production d’eau potable représentent 16% du total des prélèvements, et 26% de la consommation d’eau).

Le changement climatique accentue la dégradation de la qualité de l’eau, avec la présence accrue de métabolites de pesticides.

Proposition d’envisager à terme, la détermination d’une valeur sanitaire maximum pour les métabolites et le renforcement de leur prise en compte dans les autorisations de mises sur le marché, inscrire cet objectif dans la future stratégie Ecophyto 2030.

Il existe aussi un risque d’eutrophisation de l‘eau générant une prolifération végétale (algues vertes), ou du fait de l’augmentation de la température de l’eau, un développement de cyanobactéries.

Enfin dans les zones côtières, l’intrusion de sel dans les nappes phréatiques présente un risque de détérioration des eaux souterraines.

De tout ceci une protection des captages d’eau potable s’avère nécessaire. Le Grenelle de l’Environnement a confirmé l’importance de l’enjeu de protection des captages destinés à l’alimentation en eau potable, avec protection de plus de 500 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses. Des zones de protection autour des captages ont été définies.

Proposition de prévoir un soutien financier et technique systématique des services de l’Etat aux collectivités dans la réalisation des études et documents préalables à la demande de préemption d’une aire d’alimentation de captage.

* **Les risques pour la santé humaine en période de sécheresse et en territoire urbain**. Un arbre adulte peut rejeter jusqu’à 1000 litres d’eau par jour pour un chêne et 75 litres pour un bouleau. En milieu urbain, les arbres peuvent refroidir l’air ambiant de 2 à 8°C.

Proposition de prévoir dans tous les arrêtés cadre « sécheresse », une dérogation, permettant d’arroser les jeunes plants d’arbre et d’arbustes, en favorisant l’arrosage avec des eaux non conventionnelles.

1. **Comment mieux adapter les politiques de l’eau aux effets du changement climatique ?**

L’adaptation au changement climatique peut prendre de multiples formes. Avant de chercher les nouvelles ressources, il s’agit de préserver et reconstituer les ressources existantes, tout en réduisant parallèlement la demande en eau, afin de parvenir à une certaine stabilité.

* **2 A . Favoriser la préservation de la ressource dans son milieu naturel** en développant la restauration des continuités écologiques et favoriser l’infiltration dans les nappes phréatiques.

L’urbanisation des territoires contribue à la diminution de la recharge des nappes phréatiques. Des solutions fondées sur la nature permettront une meilleure infiltration de l’eau dans les sols, en réapprofondissant les rivières, en reméandrant les cours d’eau, en végétalisant et désimperméabilisant concomitamment les surfaces urbaines.

La Ville de Lyon qui s’était largement artificialisée au cours des dernières décennies (10300 ha artificialisés) a aménagé en 2021, une dizaine d’arbres de pluie. Chaque année 24000 arbres sont désormais plantés dans la capitale des Gaules.

La recharge artificielle des nappes est également une voie à explorer, en récupérant et en stockant les eaux pluviales qui ne parviennent pas à s’infiltrer. Il existe plus d’une cinquantaine de sites français sur lesquels une recharge maîtrisée des nappes phréatiques a été réalisés en France où seules les eaux de surface sont utilisées pour la recharge.

Proposition de poursuivre et étendre les expérimentations sur la recharge artificielle des nappes phréatiques, y compris avec des eaux réutilisées traitées, dans des conditions de sécurité vérifiées.

* **2 B . Favoriser la restauration des zones humides et la protection de rôle des forêts dans la préservation de la ressource**

Les zones humides permettent de ralentir le cycle de l’eau et d’accroître la résilience des écosystèmes. Les forêts ont un rôle à jouer dans la protection de la ressource en eau (la litière des arbres a un rôle d’amortisseur car l’eau s’y imprègne peu à peu en s’infiltrant progressivement en profondeur pour rejoindre les nappes phréatiques. Les sécheresses durables en forêt nuisent aux arbres en les rendant moins aptes à se défendre contre les insectes et les maladies

* **3 B. Développer la sobriété hydrique en économisant l’eau au niveau des citoyens et des entreprises**.

Des mesures de réduction des prélèvements ont été prises et devront être renforcées.

La création de zone de répartition des eaux (ZRE) constitue un exemple de gestion maîtrisée de la ressource, dans une logique de sobriété. Le Plan Eau prévoit une réduction de 10% des prélèvements en eau à l’horizon 2030.   
L’utilisation de labels peut se révéler incitative pour la réduction des consommations d’eaux (sur les 31 communes de l’agglo Montpellier Méditerranée Métropole, une quinzaine sont labellisées « commune économe en eau ». Proposition de prévoir des primes à l’installation de matériel hydro-économe, tant chez les particuliers que les chez autres acteurs économiques, sur le modèle des primes à la rénovation énergétique.

Besoin de sensibiliser les usagers et ce, dès le plus jeune âge. Mise en place d’une plateforme Vigi-Eau (lancée en juillet 2023), qui présente les éco-gestes recommandés (toilette, lavage du linge, vaisselle), incitatifs à une sobriété continue et globale en matière d’eau.

* **4 B. Poursuivre et amplifier les efforts relatifs à la réduction des fuites des canalisations**.

L’âge moyen des canalisations est de 50 ans avec des taux de fuite moyens de 20%. Les Assises de l’Eau prévoyaient une augmentation de 2 milliards d’euro des aides des agences de l’eau pour aider les territoires ruraux qui ont le plus de mal à renouveler leurs installations.

Les propositions sont d’actualiser la liste des communes identifiées comme « points noirs » en terme de fuites, afin de mieux les accompagner, de développer une cartographie des réseaux et de leur rendement, afin d’avoir une révision précise des besoins des territoires et d’identifier ls communs les plus en difficultés, d’investir dans la digitalisation des réseaux et l’usage de capteurs pour détecter les fuites de façon préventive, d’encourager les collectivités territoriales en vue de renouvellement de leur réseau, à se doter d’une stratégie patrimoniale contenant des objectifs chiffrés de renouvellement et de généraliser le conditionnement des aides des agences de l’eau aux collectivités territoriales, à un tarif minimum de l’eau qui permette de financer une partie de leurs investissements.

* **5 B. Développer la réutilisation des eaux non conventionnelles et notamment des eaux usées traitées** (eaux des stations d’épuration, eaux de pluies en aval des toitures, eaux pluviales ruisselant sur les voiries, eaux sortant des douches et lavabos, eaux d’exhaure des parkings, stations de métro, eaux issues de process industriels).

En France, ces eaux représentent 1% des volumes totaux, contre 8% en Italie ou 14% en Espagne.

Trois principales sources d’eaux usées sont traitées et font l’objet de réutilisation directe ou indirecte : les eaux de stations d’épuration, les eaux usées domestiques, les eaux pluviales urbaines et les eaux résiduaires des industries (REUT).

Il existe des limites au REUT. La première étant le coût, puis la légitimité de son financement par les usages domestiques via les redevances, si l’eau est réutilisée à terme pour satisfaire des usages privés (golfs, irrigation agricole). Sur les 1000 projets de REUT visés sur l’ensemble du territoire d’ici 2027 par le Plan eau, 419 ont été identifiées par le ministère, 136 sont en services et 86 en cours d’instruction.

La récupération et l’usage des eaux non conventionnelles (eaux de lavage des voitures, lavage des sols, chasses d’eau, lavage du linge, usages professionnels et industriels). Cette ressource ne doit pas être considérée comme un « gisement nouveau » d’eau mais une solution parmi un éventail de solutions existantes.

La désalinisation ou dessalement d’eau de mer est également une solution proposée.

La question se pose aussi de réutiliser les eaux grises (eaux de douche ou de lavabo) pour servir de chasse d’eau des toilettes. Les eaux issues des piscines (eaux de pédiluves, de renouvellement, de nettoyage des filtres) sont réutilisées pour laver les rues, arroser les espaces vers ou alimenter les chasses d’eau.

Pour le type d’eau de pluie issues des toitures, les usages proposés sont : irrigation des cultures, abreuvement du bétail lavage des sols et véhicules, alimentation des chasses d’eau, alimentation de lave-linge, alimentation de douches, ou encore défense incendie.

Proposition de définir pour chaque type d’eau non conventionnelle, tous les usages autorisés ; d’encourager, dans les règles d’urbanisme, l’installation de récupérateurs d’eau dans toutes les nouvelles constructions, et en intégrer dans les anciennes via des aides sur le modèle des primes pour la rénovation énergétique ; prévoir un accompagnement financier de l’Etat pour le développement de projets de REUT ; réfléchir à l’opportunité d’encourager la création de doubles réseaux d’eau dans les constructions de logements neufs afin de réutiliser les eaux grises pour les usages domestiques.

* **6 B. Soutenir la transition du modèle agricole face à l’irrégularité de la ressource** :

Le secteur agricole fait déjà face à de nombreux défis, dont l’ampleur ne fit que croître avec les effets du changement climatique sur la ressource en eau. Le prélèvement en eau du secteur agricole se situe aux alentours de 2,9 milliards de mètres cubes, dont 80% dédiés à l’irrigation et 20% à l’abreuvement des animaux ou le nettoyage du matériel principalement.

L’enjeu sera de parvenir à arbitrer la meilleure utilisation possible de l’eau d’irrigation, afin de garantir l’alimentation humaine.

Proposition de stocker pour s’adapter à l’irrégularité de la ressource : retenues collinaires alimentées par les eaux pluviales et de ruissellement, retenues en barrages sur les cours d’eau, par le biais d’un canal de dérivation, réserves de substitution par pompage dans la nappe ou la rivière (autrement appelées bassines).

Le stockage de l’eau n‘est pas une pratique nouvelle, plus d’une centaine de bassines de 50 000 mètres cubes ou de plus d’un hectare sont en fonctionnement ou en projet en France.

Il doit être concomitant d’une plus grande sobriété : un « bouquet de solutions » comprenant notamment la réduction de demande en eau ou encore la modification des pratiques culturales est demandée.

Le partage de l’eau stockée pose question dès lors qu’une retenue d’eau fait l’objet de subventions publiques pour sa construction et son entretien. La loi sur l’eau du 30 décembre 2006 a organisé les agriculteurs en communautés. La répartition des volumes d’eau à usage agricole est donc désormais confiée à des organismes uniques de gestion collectives (OUGC). Dans les périmètres où ils sont reconnus, ces OUGC reçoivent une autorisation unique de prélèvement pluriannuelle pour un volume total prélevable, de la part du préfet.

Proposition d’encourager le multi-usage de l’eau stockée à des fins d’irrigation, notamment en période de crise, pour l’alimentation en eau potable, le soutien à l’étiage ou éventuellement la recharge artificielle des nappes. Un autre point de la transition du modèle agricole réside en l’adaptation des semences (la plante la plus

gourmande en eau est le maïs).

Proposition d’encourager la diversification des semences, notamment en développant de véritables filières permettant des débouchés commerciaux à ces productions et de renforcer le soutien public à la recherche et au développement de variétés plus résilientes aux effets du changement climatique.

Le développement de l’agroécologie, qui consiste à préserver les ressources naturelles, est à amplifier. Besoin d’améliorer les performances des outils d’irrigation, qualifiée de sobriété à l’hectare (arrosage au goutte à goutte). Proposition d’encourager les exploitants agricoles recourant à des pratiques vertueuses pour la protections et l’économie de la ressource en eau.

* **7 B. Partager l’eau dans un contexte de changement climatique :**

L’eau, en tant que ressource naturelle commune, appartient à la fois à tout le monde et à personne, son utilisation par certains usagers peut alors altérer sa disponibilité pour d’autres. Or, tous les utilisateurs n’ont pas le même accès à l’eau, du fait de la répartition géographique et temporelle de la ressource en eau.

Le schéma d’aménagement et de gestion de l’eau (SAGE) est un outil de planification, institué par la loi sur l'eau de 1992, visant la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.

Proposition d’intégrer davantage dans les SAGE les problématiques locales de hiérarchie des usages et de répartition des volumes d’eau.

Comment limiter les prélèvements en période de sécheresse ? En définissant un cadre pour adapter les prélèvements en eau en fonction de la situation locale (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) avec des arrêtés d’orientation, puis des arrêtés-cadres départementaux et enfin des arrêtés individuels de restriction temporaire des usages.

Proposition de communiquer davantage en amont et pendant la crise sécheresse : impliquer tous les usagers pour renformer l’appropriation des mesures et l’efficacité des décisions. Mettre à jour dans chaque département un schéma d’interconnexion qui identifie les fragilités d’approvisionnement des différentes communes et précise les mesures structurelles à prendre pour sécuriser l’approvisionnement en eau, ainsi que les mesures de crise possibles en cas de rupture d’approvisionnement.

En complément de cas d’accidents de sinistre ou de catastrophe, prévoir que l’urgence sanitaire, notamment liée à la défaillance de la distribution de l’eau, justifie la planification et le déclenchement du plan Orsec et les réquisitions des moyens nécessaires.

1. **Renforcer la gouvernance et le financement des politiques de l’eau pour faire face au changement climatique ?**

En France, onze bassins, divisés en sous-bassins, sont gérés par un établissement public administratif national, les agences de l’eau, chargé de collecter les redevances et de financer les projets favorisant une meilleure gestion de la ressource. Pour mieux adapter la politique de l’eau au défi climatique, le schéma de gouvernance et le financement restent cependant perfectibles.

**3 A. Le cadre de gouvernance de la politique de l’eau est-il adapté au défi du changement climatique ?** La loi n° 92-3 du 3janvier 1992 sur l’eau reconnaît l’eau comme faisant partie du patrimoine commun de la nation. La loi du n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l’eau et les milieux aquatiques (dite « LEMA ») reconnaît le droit à l’accès à l’eau pour tous et prend en compte le changement climatique dans la gestion de ressources en eau. Les grands objectifs de la politique de l’eau sont définis à travers les Assises de l’Eau et le Plan Eau de mars 2023 : réduction de la consommation d’eau de 10% en 2025 et de 25% en 2035.

Proposition de décaler l’objectif de 25% à partir de 2040.

**3B . Améliorer la planification de la gestion de l’eau** par bassins et sous-bassins en renforçant les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et les comités de bassin pour mieux faire face au défi climatique.

Proposition d’allonger la durée de vie des SDAGE (initialement de 6 ans) et prévoir des modalités simplifiées de révision. Administrativement, inciter à l’élaboration de SDAGE et de SAGE mois volumineux et plus descriptifs. Accroître le nombre de sièges réservés aux usagers non économiques de l’eau et donner un minimum de moyens de fonctionnement autonomes aux comités de bassins sur le plan administratif et financier. Scinder l’actuel collègue des usagers, acteurs économiques et associations des Commissions Locales de l’Eau (CLE)pour créer, sur le modelage des collèges des comités de bassin, un comité rassemblant la société civile ayant un usage économique de la ressource et un collège composé des représentants des usagers domestiques, récréatifs et des associations environnementales. Accroître le nombre de sièges dévolus aux associations environnementales et aux associations d’usagers au sein des CLE et des comités de bassin.

**3C . Mieux associer les citoyens aux décisions pour mieux prendre en compte le long terme**. En effet, ils sont mal informés sur les enjeux de la politique de l’eau. Exemple du syndicat mixte de la rivière Drôme, où une association de citoyens participe aux séances de la CLE.

**3D. Clarifier le rôle des collectivités en prévision des transferts de compétentes**.

Toutes les collectivités sont impliquées dans la politique de l’eau, ce qui pose parfois des problèmes de lisibilité et de compétence. Un transfert de la compétence « Eau » aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui doit prendre en compte certaines particularités locales et organisationnelles. Ce transfert ne fait pas l’unanimité. Proposition de ne pas rendre obligatoire le transfert de la compétence « eau et assainissement » aux EPCI pour les communes faisant déjà partie d’un syndicat intercommunal ou d’un syndicat mixte performant. Le rôle des départements doit être renforcé dans la gestion de l’eau en encourageant le développement de syndicats départementaux de gestion de l’eau.

**3E . Renforcer les missions de contrôle et de soutien à l’ingénierie de l’Etat dans les politiques de l’eau**, en contrôlant davantage les atteintes à la ressource en eau, en prévoyant un soutien à l’ingénierie et à la rédaction de contrats de délégation incluant des enjeux environnementaux par l’Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, les agences de l’eau ou les agences d’ingénierie départementale, au profit des collectivités qui en feraient la demande. Proposition d’intégrer pleinement les métiers de l’eau dans les cadres d’emploi des fonctions publiques territoriales et constituer une véritable filière publique de formation aux métiers de l’eau.

**3F . Mener les investissements nécessaires pour protéger et adapter la politique de l’eau** :

Le financement de la politique de l’eau au niveau national demeure insuffisant pour faire face aux enjeux de la gestion de l’eau en période de changement climatique.

Proposition d’encourager le développement de syndicats départementaux de gestion de l’eau, de supprimer le plafond des recettes des agences de l’eau ainsi que leur plafond d’emploi.

Supprimer la TVA sur l’eau (5,5%) et l’assainissement (10%) qui est contraire au principe de « l’eau paie l’eau » afin d’aider un financement du mur d’investissements pour la rénovation des réseaux et le traitement des pollutions émergeantes comme existantes.

Poursuivre le renforcement des moyens des agences de l’eau. Séparer le financement de l’eau du financement de la biodiversité.

**3G . Adapter la tarification de l’eau pour viser la sobriété et changer les comportements** en la rééquilibrant en fonction du niveau de consommation et en renforçant le principe de « pollueur -payeur ».

Le tarif de l’eau a augmenté de 10,7% en moyenne sur 10 ans. Le tarif du mètre cube allant du simple au quintuple suivant les villes.

Proposition d’instaurer une nouvelle redevance spécifique pour les pollutions émergeantes fin de responsabiliser les metteurs sur le marché de produits qui ont un impact sur la qualité de l’eau.

Elargir l’assiette de la redevance pour pollutions diffuses aux problèmes des substances per- et polyfluoroalkylées.

Encourager la tarification progressive et différenciée de l’eau dans un objectif de sobriété et de juste répartition et interdire par la loi toute tarification dégressive incitant au gaspillage, à l’exception des services d’intérêt général comme les hôpitaux. Mettre en place une tarification saisonnière dans les régions touristiques et étudier à possibilité de généraliser cette faculté dans toutes les zones en tension.

Sources :

* <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/organes/commissions-permanentes/developpement-durable/missions-de-la-commission/mi-adaptation-politique-eau-defi-climatique>
* <https://www.brgm.fr/fr/reference-projet-acheve/explore-2070-relever-defi-changement-climatique>
* <https://www.lecese.fr/actaulites/eau-potable-des-enjeux-qui-depassent-la-tarification-progressive-avis-adopte>

***Synthèse réalisé par Frédéric BOLLE - Indecosa 63***

**Documents support pour la réalisation de ce dossier**

1. **Organisation de la gestion de l’eau en France**Par l’Office international de l’eau - Juin 2009

* La politique française de l’eau
* Les grands aménagements et la maitrise de l’eau
* Les services municipaux de l’eau potable et de l’assainissement

chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.eaufrance.fr/sites/default/files/documents/pdf/OIEau\_-\_Gestion\_de\_l\_eau\_en\_France.pdf

1. **Exposition sur l’eau - Le bassin de l’Adour** - transmis par Indecosa 40.  
   Par l’agence de l'eau Adour-Garonne qui réalise des expositions thématiques et présente de manière simple et pédagogique ce que couvre la thématique sur l’eau, avec des données spécifiques à cette région : L’agriculture, l’urbanisme, la santé, changements climatiques, gestion quantitative, eau domestiquée, eaux souterraines, milieux aquatiques.  
   Doc **à ne pas diffuser** pour l’instant.   
   Vous retrouverez toutes ces informations sur le site :  
   <https://eau-grandsudouest.com/>
2. **« L’eau ressource vitale mais menacée »**Fiche thématique d’ALIMENTERREFiche qui traite de l’eau de manière globale, voire mondiale mais qui permet de mesurer les enjeux : surexploitation, pollution, augmentation des besoins (démographie), impact de l’agroalimentaire, l’impact des guerres, ….  
   chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.alimenterre.org/system/files/inline-files/fiche-thematique-eau-2024.pdf
3. **INC - Le service de l'eau**

**Fiche pratique J 346 - 31/10/2019**

https://www.inc-conso.fr/content/le-service-de-leau

* Fiche de l'INC "[Les factures d'eau](https://www.inc-conso.fr/content/les-factures-deau)"

<https://www.inc-conso.fr/content/les-factures-deau>

* Fiche de l'INC "[Fuite d'eau après compteur et consommation anormale](https://www.inc-conso.fr/content/fuites-deau-apres-compteur-et-consommation-anormale)"

<https://www.inc-conso.fr/content/fuites-deau-apres-compteur-et-> consommation-anormale

1. **INRae** - Institut national de recherche pour l’agriculture, l’alimentation et l’environnement  
   **Faq de la gestion de la ressource en eau** :

<file:///C:/Users/ADmin/Downloads/FAQ%20EAU%20WEB%2023.06.pdf>

**Les avis récents du CESE sur l’eau**

**Introduction** : Le bureau du CESE, devant les dégâts causés par la sécheresse, a fait une déclaration, en sept 2022 pour annoncer que le CESE allaient émettre d’autres avis sur l’eau :

1. E[au potable : des enjeux qui dépassent la tarification progressive](https://www.lecese.fr/travaux-du-cese/saisines/eau-potable-des-enjeux-qui-depassent-la-tarification-progressive)
2. C[omment favoriser une gestion durable de l’eau (quantité, qualité, partage) en France face aux changements climatiques](https://www.lecese.fr/travaux-du-cese/saisines/comment-favoriser-une-gestion-durable-de-leau-quantite-qualite-partage-en-france-face-aux-changements)
3. [Consommation durable : favoriser une économie de la sobriété pour passer de la prise de conscience aux actes](https://www.lecese.fr/travaux-du-cese/saisines/consommation-durable-favoriser-une-economie-de-la-sobriete-pour-passer-de-la-prise-de-conscience-aux)

En décembre 2024, le CESE organise une journée de débat sur ces 3 avis (Voir vidéo).

Il avait aussi émis un avis sur « La gestion de l’eau et de l’assainissement dans les Outre-mer » en oct 2022.

-----------------------

* **Déclaration sur l’eau par le bureau du CESE** - 27 **sept 2022**  
  …. Le CESE s’attachera dès septembre à rédiger un avis sur l’eau, dans ses trois versants : quantité, qualité et partage.  
  chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Declarations/2022/220903\_eau.pdf
* **Avis du CESE** - **Avril 2023** : « **Comment favoriser une gestion durable de l’eau (quantité, qualité, partage) en France face aux changements climatiques**»  
  - une situation sous tension croissante  
  - Une nécessaire adaptation aux changements climatiques  
  - Des moyens à conforter : 19 préconisations  
    
  <https://www.lecese.fr/travaux-publies/comment-favoriser-une-gestion-durable-de-leau-quantite-qualite-partage-en-france-face-aux-changements>

chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Annexe/2023/2023\_08\_gestion\_eau\_synthese.pdf

* **Avis du CESE** - **Juillet 2023** - **Consommation durable : favoriser une économie de la sobriété pour passer de la prise de conscience aux** acteschrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Annexe/2023/2023\_21\_conso\_durable\_synthese.pdf
* **Avis du CESE - Nov 2023**:Synthèse : **Eau potable : des enjeux qui dépassent la tarification progressive -**   
  chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Annexe/2023/2023\_27\_tarification\_eau\_synthese.pdf
* **Vidéo du CESE** sur : **L’eau une ressource vitale : de multiples défis à toutes les échelles** - **Déc 2024** - Durée 4h30   
  Vidéo qui reprend les 3 Saisines citées ci-dessus**.**https://www.lecese.fr/actualites/evenement-leau-une-ressource-vitale
* **Avis du CESE - La gestion de l’eau et de l’assainissement dans les Outre-mer Oct 2022**  
  <https://www.lecese.fr/travaux-publies/la-gestion-de-leau-et-de-lassainissement-dans-les-outre-mer>

---------------------------------

**Rapports d’information de l’Assemblée Nationale**

* **Rapport d’information de l’Assemblée Nationale** sur   
  sur **l’adaptation de la politique de l’eau au défi climatique** - N° 2069 juin **2023**.
* Une ressource en eau mise en péril par le changement climatique et les activités humaines
* Comment mieux adapter les politiques de l’eau aux effets du changement climatique ? ....
* Renforcer la gouvernance et le financement des politiques de l’eau pour faire face au changement climatique
* Synthèse thématique des propositions ...

chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion-dvp/l16b2069\_rapport-information.pdf

* **Rapport d’information de l’Assemblée Nationale**.  
  sur **la gestion de l’eau pour les activités économiques** - N° 1455 - 28 Juin 2023  
  - Bilan de la politique de l’eau en France  
  - La gestion de l’eau à l’épreuve du changement climatique  
  - Activités économiques et gestion de l’eau   
  - Des leviers pour améliorer la gestion quantitative et qualitative de l’eau pour les activités économiques  
  - Liste des propositions

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion-eco/l16b1455_rapport-information>

-----------------------------

**Rapports du Sénat**

* **Rapport du Sénat sur l'avenir de l'eau – N° 142 -** 24 **nov 2022**chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.senat.fr/rap/r22-142/r22-1421.pdf
* **Mission d’information du Sénat - Juillet 2023**sur la **"Gestion durable de l'eau : l'urgence d'agir pour nos usages, nos territoires et notre environnement"  
  L’objectif** de la mission est d’identifier les failles**de la politique publique de l’eau** menée dans notre pays et deproposer des solutions pour faire face au défi d’une gestion partagée d’une ressource plus rare et précieuse  
  chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.senat.fr/rap/r22-871/r22-871-syn.pdf
* Le **plan d’action** pour une gestion résiliente et concertée de l’eau, les **52 mesures** mars **2023.**

chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/MAR2023\_DP-PLAN%20EAU\_\_BAT%20%281%29\_en%20pdf%20rendu%20accessible.pdf

**Autres documents et articles**

* **L’accès à l’eau doit être un droit inaliénable -** Fédération CGT des Services Publics  
  <https://www.cgt.fr/actualites/international/services-publics/legislation/lacces-leau-doit-etre-un-droit-inalienable#:~:text=L'acc%C3%A8s%20%C3%A0%20l'eau%20et%20%C3%A0%20l'assainissement,unique%20de%20tous%20les%20salari%C3%A9s>.
* **Repères pour agir - Position FNAF CGT -** Fichier joint.
* **Méga bassines, la guerre de l’eau** : enquête sur les 12 agriculteurs qui profiteront de la Méga bassine - Médiapart -  Janv 2023  
  https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/dossier/megabassines-la-guerre-de-l-eau
* **Qui-financera l’eau dans les années à venir ?**Magazine « sans transition » - Mars 2024  
  <https://www.sans-transition-magazine.info/societe/tribune-qui-financera-leau-dans-les-annees-venir>

***FIN***